8e Année - N. 385

JEUDI 3 JUILLET 1969

Le numéro : 1 F.

LE SOCIALISTE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Georges BRUTELLE

Rédaction : 12, Cité Malsherbes - PARIS (9me)
Téléphone : TRU 76-34

ABONNEMENTS
France ..... 25 F. semestre
Etranger ..... 30 F. »

Le Socialisme international

par Victor Larock

« Devant les problèmes mondiaux, qu'est-ce qui caractérise nos trente-cinq partis ? Qu'est-ce qui les distingue des autres ? » demandait Pietro Nenni, au récent congrès de l'Internationale.

Faisons brièvement la synthèse des réponses.

L'Europe. Les rapports Est-Ouest. Les problèmes du tiers-monde.

D'abord, l'Europe.

quel parti ne se déclare « européen » ? Même les communistes du continent désirent coopérer. Les deux grands partis britanniques avaient été longtemps réfractaires : ils professent maintenant la foi des convertis.

Le succès attire. Il est incontestable qu'en dépit de ses imperfections et des grosses difficultés actuelles, l'union économique des six pays a marqué d'éclatants progrès par rapport à l'avant-guerre.

Mais à l'avantage de qui ? De tous, répondent les conservateurs : des populations comme des forces dirigeantes.

Ils n'ont que partiellement raison. Oui, l'expansion que favorisent les ententes industrielles supra - nationales, augmente les niveaux de vie et d'emploi. Qui, les concertations communautaires, en plus d'un domaine, indiquent la voie à suivre, même si les gouvernements ne suivent pas.

Mais il est clair que les premiers bénéficiaires sont les puissances d'argent. Que la formule selon laquelle l'économique est au service du social exprime un vœu plus qu'une réalité. Et que « la démocratie européenne sans frontières » reste à l'état d'espoir.

Pourquoi ? Les causes sont nombreuses. La plus évidente est la prépondérance capitaliste.

Il suffit de parcourir les revues spécialisées. Les plus objectives sont comme des palmarès de l'éclatante réussite de l'entreprise privée, tendant au monopole plus qu'à la libre concurrence. Les concentrations bancaires et industrielles « à l'américaine » tendent de plus en plus à la domination du marché.

A l'inverse, le rôle économique et social des syndicats est encore loin d'être proportionné à l'importance de la main-d'œuvre productrice.

Quels partis réagissent ? Quels partis s'efforcent de bâtir une Europe du travail, en face de celle du capital ?

Il serait injuste de dire que les partis socialistes soient seuls. La démocratie chrétienne s'emploie, elle aussi, à « européiser » les revendications des masses travailleuses. Mais elle reste associée à trop d'éléments conservateurs pour prendre constamment des positions nettes.

Jamais la raison d'être du socialisme — la transformation du capitalisme en un régime fondé sur l'intérêt public — n'a été plus justifiée internationalement. C'est même sur ce plan que le socialisme moderne, s'il est sérieux, est le plus proche des origines.

Le rapport Est-Ouest

Le communisme mondial est divisé. Antagonisme sino-soviétique, divergences de vues des partis qui restent groupés : tels sont les faits. Et dans tous les pays, le drame tchécoslovaque est encore vivement ressenti.

Le problème primordial n'en reste pas moins celui du choix entre la guerre froide et la paix. Sans fermer les yeux sur aucun des aspects inquiétants de la politique de Moscou, les partis socialistes choisissent résolument la paix et les voies qui y conduisent.

Non pas les voies publiques d'une diplomatie ajustée aux convenances des états-majors, mais celles des contacts directs et des négociations Est-Ouest les plus étendues pour une sécurité commune qui ne soit pas fondée sur un prétendu équilibre du surarmement.

Qu'on ne dise pas que tous les partis politiques, particulièrement en Europe, en sont d'accord. Il suffit de voir tout ce qui oppose, en Allemagne occidentale, la droite et la gauche associées, au pouvoir pour mesurer la différence des conceptions et des tactiques. Or, c'est là, pour une large part, que les chances et les risques se préciseront dans les années qui viennent.

La politique générale de la sociale - démocratie allemande n'est pas irréprochable. Mais il faut reconnaître que vis-à-vis de l'Est, l'action persévérante du vice-chancelier de la R.F.A. est faite de courage et de raison. L'ayant dit à Willy Brandt devant le Congrès d'Eastbourne, j'ai eu la satisfaction d'une approbation unanime.

De même en ce qui concerne la nécessité d'un commencement de désarmement contrôlé. A l'Est comme à l'Ouest c'est le critère de toute politique de paix.

Quant au tiers monde, à ces hungry nations dont a longuement parlé Harold Wilson, les partis socialistes font tout ce qui dépend d'eux pour réduire l'écart croissant des niveaux de vie par rapport à ceux des pays industrialisés.

Ce qui les caractérise, c'est la conscience aiguë qu'ils ont des conditions économico - sociales d'une libération prolétarienne qui étend à l'échelle mondiale les luttes de classe nationales de jadis.

Sur tous ces points, l'Internationale a répondu à l'interrogation de Nenni par les prises de position les plus réalistes les mieux adaptées aux exigences modernes. Les obstacles sont énormes et nous connaîtrons sans doute encore bien des revers. Mais parce que le socialisme répond aux aspirations universelles de paix dans la liberté et la justice, nous lui gardons notre confiance invincible.

El Gobierno de Franco ha mentido

El Departamento de Estado confirma que fuerzas de los Estados Unidos habían participado en España en maniobras conjuntas, para suprimir una supuesta rebelión del pueblo contra el régimen de Franco

WASHINGTON, 14 de junio (AP, UPI, Reuter). — El Departamento de Estado admitió hoy que fuerzas de los Estados Unidos habían participado en España en maniobras conjuntas que se realizaron, para suprimir una supuesta rebelión en contra del Gobierno de Franco.

Un funcionario del Departamento dijo que se estaba estudiando el caso para prohibir tales prácticas en el futuro y evitar un error, como el cometido.

Los Departamentos de Estado y Defensa han decidido estudiar con más cuidado las maniobras militares estadounidenses en el exterior para asegurarse de que no tengan implicaciones políticas.

El Departamento de Estado confirmó una información que se « infiltró » en una Subcomisión del Senado, según la cual fuerzas de Estados Unidos habían participado en España en dos ejercicios militares importantes y que las tropas fueron transportadas por avión desde Alemania para intervenir en los ejercicios.

Según información, relatada en un artículo exclusivo de la columnista Flora Lewis, publicado en el diario « Newsday » de Long Island, Nueva York, elementos « infiltrados » impedirían al pueblo español que se levantara contra el régimen de Franco. Los planes de las maniobras no fueron estudiados por la Embajada en Madrid ni por el Pentágono en Washington, lo que propició el error. Dichos planes deberán contar, en lo futuro, con la aprobación del Departamento de Estado y de la Defensa.

*

La noticia nos llena de estupor y de indignación. Esas maniobras militares conjuntas, realizadas en marzo de 1967 y en diciembre de 1968, son una deshonra para quienes las han planeado y llenan de ludibrio, una vez más, al régimen del general Franco. Ahí está el interés de Franco en que haya bases y tropas norteamericanas en España. La defensa del « mundo libre », para los militares yanquis y para el régimen de Franco, necesita que uno de los pueblos más bravos y amantes de la libertad permanezca subyugado. ¿ Cabe mayor aberración ?

¿ Y qué decir del mentís dado días atrás por el Gobierno de Franco a esas informaciones « maliciosas » y « falsas » ? ¿ Y cómo calificar a Fraga Iribarne cuando ha sostenido públicamente, a sabiendas de que mentía, que el supuesto táctico de esas maniobras no era el que ha sido ? Con más astucia, Castiella ha declarado en Washington que esos ejercicios « fueron programados exclusivamente por los militares estadounidenses ». De ser verdad esto — ¿ y qué crédito puede ofrecer lo que diga un ministro franquista ? — aumenta aún más la indignidad de su Gobierno. ¿ A tal punto llega su sumisión a los militares norteamericanos que aceptó que el ejército español participara en tales maniobras sin intervenir en su planificación a pesar de que el supuesto de las mismas era una rebelión del pueblo español contra el régimen ? Náuseas produce todo esto. Primero aplastaron al pueblo español con la ayuda de Hitler y Mussolini, y ahora estarían dispuestos a hacer lo mismo con la ayuda de las tropas norteamericanas.

Concluyô el chalaneo

El asqueroso chalaneo sobre las bases americanas ha llegado a su conclusión, por ahora. Se trata de unos meses de respiro para quienes no han podido dejar más bajo el prestigio de España. Pasado este descanso, a volver a las andadas. El convenio entre Franco y los Estados Unidos se prorroga hasta el 26 de septiembre de 1970. Si para esta fecha a los Estados Unidos no le interesan ya las bases en España, todavía disponen de un año más para desmantelarlas. Decimos que la permanencia de los americanos en España depende exclusivamente de los Estados Unidos, pues Franco y su Gobierno accederán a todo, como lo han venido haciendo hasta ahora, con tal de mantener en nuestro país las fuerzas americanas.

A espaldas del pueblo español, incluso sin tener en cuenta eso que llaman órganos constitutivos del Estado —como las Cortes, el Consejo Nacional, etc.—, hace meses que se iniciaron los tratos para la renovación de los acuerdos. Entonces se ordenó a los medios de propaganda una campaña sobre el peligro que suponía para España la existencia de esas bases. El peligro se « descubrió » en ese momento. Ni siquiera cuando ocurrió lo de Palomares se admitió en los medios del régimen el gravísimo riesgo que corrían los españoles. El accidente se cerró con el grotesco baño de Fraga Iribarne y del embajador americano en aguas de Palomares, y con la condena de la duquesa de Medina Sidonia por haber defendido a los pescadores y campesinos almerienses damnificados. Esa campaña de propaganda llegó a pedir —creyendo que con ello impresionaría a los americanos— que no se renovara el tratado en interés de España. Y hasta se adelantó que convendría más ceder bases a la Unión Soviética. Todo esto formaba parte del chalaneo.

La presencia de la flota soviética en el Mediterráneo vino de perillas a los franquistas para ofrecer España a mejor precio. Con público regocijo daban cuenta los servicios informativos de cada buque ruso que penetraba en el Mare Nostrum. ¡ Qué bien llevaban la cuenta ! Según las características de cada navío, podía aniquilar un número determinado de españoles. A más barcos, mayor poder de destrucción y, por consiguiente, superior cantidad de dólares. ¡ Qué negocio ! El Gobierno de Franco hizo sus cuentas y valoró esa contingencia en mil millones de dólares. ¡ Ah !, pero celoso de la seguridad de los españoles todavía añadió otras condiciones. Entre ellas, la transformación de los acuerdos en un verdadero Tratado de defensa, liberación de las restricciones económicas para lo que se debería considerar a España como país subdesarrollado, apoyo diplomático contra Inglaterra en el asunto de Gibraltar, etc.

Con todos estos triunfos en cartera salió Castiella para Washington. La prensa recogió la despedida del traficante en Barajas por ministros, generales y jerarquías, que desearon a Castiella « ¡ buena suerte ! ». El chalaneo entró en su fase decisiva. Pero si los americanos son menos gitanos, tienen acreditada sin embargo su competencia en el comercio. Castiella comenzó a perder terreno y rebajó la cifra a setecientos millones de dólares. « Esta es mi última palabra », dejó dicho, y otra vez a Madrid. Para qué detenernos en los meses de tira y afloja, de angustias franquistas, de regateos, amagos, chantajes y trajines. Todo ello es vergonzoso.

El resultado es cincuenta millones de dólares por el derecho a seguir utilizando los americanos las bases de submarinos nucleares y tres aéreas, además de las otras instalaciones. La mayor parte de ese dinero se destinará a la compra de material de guerra americano al precio que éstos dispongan. De otra parte, si el Gobierno de Franco desea adquirir más material de guerra americano, el « Export-Import Bank » le abre un crédito hasta treinta y cinco millones de dólares. España, pues, continúa siendo blanco atómico de primer orden, con una mano atrás y otra delante, y su soberanía mediatizada por la presencia de las fuerzas norteamericanas. Eso, sí ; al menos Franco podrá dormir tranquilo : esas fuerzas están ejercitadas en reprimir un supuesto levantamiento del pueblo español contra su régimen.

A.

EL SINDICALISMO ante su destino

Discurso del Secretario General de la C. I. O. S. L. en la Conferencia de la O.I.T.

Dirigiéndose el 13 de junio de 1969 a la Conferencia Internacional del Trabajo, reunida en Ginebra, Harm G. Buiter, Secretario General de la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres, ha resaltados los esfuerzos realizados por el movimiento sindical libre para reforzar la estructura tripartita de la Organización Internacional del Trabajo. Conmemorando el 50 aniversario de la O. I.T., Buiter ha dicho: « Estamos orgullosos de afirmar que los grandes progresos que la O.I.T. ha realizado facilitando, gracias a la elaboración del Código del Trabajo, las mejoras de las condiciones sociales y económicas en el mundo entero, son debidas sobre todo al apoyo y al concurso que el movimiento sindical libre y democrático no ha cesado de aportar a la O. I. T. Los sindicatos libres y democráticos se han considerado siempre como la conciencia de la O. I. T. y como su motor. Y también, si ustedes quieren, como su perro guardián ».

Buiter ha hecho referencia entonces a la necesidad de la aplicación universal de los principios de la O. I. T. en lo que concierne a los derechos humanos y sindicales. No se les puede aislar de la libertad y de la democracia en general, ha dicho. « Pedir el respeto de estos principios en un país en donde no hay libertad de prensa, ni libertad política, ni tribunales independientes, ni libertad de reunión, es querer pedir a un brazo vivo que crezca sobre un cuerpo paralizado ». Ha dicho que la O.I.T. no alcanzaría sus objetivos si intentase adaptar sus principios a las condiciones existentes en un cierto número de Estados sometidos a regímenes totalitarios ». El año pasado, en un debate sobre los derechos del hombre, tuve ocasión de decir las vivas preocupaciones que sentimos al ver a millones de seres, de un extremo a otro del mundo, vivir bajo diferentes formas de gobierno que todavía les privan de los derechos fundamentales que son suyos, según los términos de la Declaración solemnemente adoptada hace cincuenta años por la O. I. T. y hace unos veinte años por las Naciones Unidas. En verdad, el progreso es realmente muy lento para que estos ideales sean realidades cotidianas. En ciertos aspectos, el imperio de las libertades humanas, lejos de extenderse, disminuye ».

Mencionando ejemplos concretos, Buiter, que comentaba el informe del Director general de la O. I. T., David Morse, ha declarado que Africa del Sur, en donde la mayoría aplastante de la fuerza del trabajo no toma parte en las negociaciones colectivas, debe ser llevada a que aplique los principios, aceptados a escala internacional, relativos a la libertad de asociación y al derecho a negociar colectivamente. Además del problema del « apartheid », el de la violación de los derechos humanos y sindicales en otras partes del sur de Africa, todavía dominadas por el Gobierno rodesiano ilegal o por los regímenes coloniales portugueses, deberían estar sometidos igualmente todos los años a la consideración de la Conferencia de la O. I. T.

Haciendo alusión al Grupo de estudio que ha ido en marzo de este año a España, el Secretario General de la C. I. O. S. L. ha dicho que este Grupo ha constatado que unas actividades que en otros sitios serían consideradas como actividades sindicales legítimas, son ilícitas según la legislación española. A pesar de la llamada lanzada por el Grupo de estudio en favor de una amnistía para quienes estuviesen encarcelados por actividades sindicales normales, todavía son pronunciadas condenas a penas severas por este motivo.

Buiter ha pedido la adopción de una estrategia internacional del desarrollo en la que una política con vistas el pleno empleo sería considerada como el primero de los objetivos económicos y sociales. Los Gobiernos y la O. I. T. deberían facilitar el establecimiento de comisiones regionales y nacionales de la O. I. T., compuestas por delegados de los Gobiernos, de los patronos y de los trabajadores encargados de seguir la elaboración y la ejecución del programa mundial del empleo.

Comité de Redaction
de LE SOCIALISTE

Suzanne LACORDE
Jean PAUL - BONCOUR
Georges GUILLE
Gérard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur :
Roger BEGARRA

Carta abierta al compañero Adolfo Leôn

Querido compañero : Haciendo uso del derecho que todos los afiliados al P.S.O.E. tenemos de escribir y discutir en nuestra publicación LE SOCIALISTE, me permito responder al artículo que con el título « Hacia el reconocimiento de Fidel Castro » ha pucado usted en dicho periódico con fecha 15 de mayo. La lectura de su artículo me ha dejado un sabor profundamente desagradable, en especial por la desenvoltura con que trata tan importante tema

La política es algo muy serio. Los compañeros que han padecido tantas vejaciones y sufrimientos en el exterior o en el interior de España, y entre los que seguramente usted es encuentra, lo saben mejor que nadie. Si queremos que se nos trate con respeto y seriedad, debemos empezar por serlo nosotros mismos, incluso en apariencia, que a veces resulta lo más difícil. No se puede, o no debería poderse llamar a Fidel Castro « El Barbas » desde una publicación del Partido Socialista Obrero Español. Fidel Castro, y en eso al menos estará usted de acuerdo conmigo, no es el coronelito Patakos. Tampoco es serio citar como fuentes fidedignas a Galo Plaza (conocido sobre todo por su fidelidad —a prueba de patriotismo— a los Estados Unidos), o Alberto Lleras Camargo (representante o ex representante de la oligarquía colombiana) aunque estos se muestren comprensivos hacia Cuba, postura que, por otra parte, usted parece deplorar muy amargamente. Tampoco es serio, y sí muy triste para mí, oír a un socialista quejarse del fracaso de la intervención norteamericana en Bahía Cochinos y de la falta de ardor con que los invasores lucharon, cuando éstos, en su inmensa mayoría, eran hijos de papás víctimas de la Reforma agraria, por lo que a pesar de sus ansias triunfalistas, se vieron vencidos por las milicias campesinas. Y se expresa usted de un modo francamente frívolo, por llamarlo de algún modo, al entrecomillar las palabras « imperialismo yanqui », olvidando o ignorando que para los habitantes de América Latina, éstas no constituyen un mero ejercicio retórico. Quizás mañana la dictadura castrista (pues dictadura es a pesar de todo) dé un paso que le haga perder el apoyo popular masivo de que goza, apoyo claramente comprensible ya que los cubanos jamás conocieron la democracia y sí el hambre sin esperanzas. Pero, hoy por hoy, ningún hombre amante de la justicia tiene derecho a hablar de la Cuba de Castro en los mismos términos en que se puede hablar de la U.R.S.S. invasora de la Checoslovaquia, por ejemplo.

Es muy improbable que la revolución cubana pueda volver a repetirse en la América Latina, y en Europa sería impensable. Un experimento viejo de diez años tan sólo, no puede juzgarse tan pronto, tan temerariamente como usted lo hace. Dejemos en paz a los cubanos y esperemos que su talante tan «sui generis» haga evolucionar la situación hacia formas de vida más democráticas.

Nuestros compañeros del exilio que durante tantos años han mantenido enhiestya fuera de España la bandera de la libertad, inspiran en nosotros el más profundo respeto, pero no todos los exilios son igualmente respetables y tampoco es serio que el compañero Adolfo León hable de los de Miami como si de personas respetables se tratase. Por otra parte, con espíritu semejante al del artículo que aquí critico, nuestro Partido vería su fuerza política superada por el 5 por ciento que ha obtenido Gaston Defferre en las recientes elecciones presidenciales en Francia.

Al ser LE SOCIALISTE la más importante publicación de nuestro Partido, sería deseable que cuando desde sus páginas se hagan críticas a algo, sean éstas documentadas. Los tiempos que corren no son propios para improvisaciones.

Saludos socialistas.

T.
(Afiliada a los Grupos Femeninos del P.S.O.E.)

ACTUA el mundo

Hacia las tormentas de vereno

LOS FRANCESES HAN TERMINADO con sus elecciones presidenciales. La prensa española ha seguido de cerca los acontecimientos. Algunas informaciones eran excelentes, perfectamente documentadas. No he intentado concurrir para precisarlas. Cada hora trae cambios de juicios y perspectivas ; estos renglones, como tengo repetido a mis sufridos lectores, no correrán la pequeña aventura de la publicación antes de dos semanas.

Los pueblos son entidades complejas, indefinibles. Comprobarlo es una evidencia angustiada para los franceses como para los españoles. Después de las hogueras revolucionarias del Mayo de París, viejo de un año, la orgía de concurrencia centrista de Mayo 1969 enmascara realidades, otras realidades, que volverán mañana, con tozuda insistencia. Es seguro.

Los españoles, para encontrar algún alivio a la vergüenza en torno, han sido invitados a sonreír sobre las contradicciones y divisiones de las izquierdas francesas, en las que podemos reconocer buena parte de las nuestras. Otros temas corresponden a la comprobación del carnaval electoral, jugado por los ganadores con una riqueza de medios de campaña presidencial americana, carnaval que se presta a los juegos sutiles de la burla o la ironía, pero que deja un gusto de ceniza, de Miércoles de Cenizas, cuando no hay manera de atacarse a la triste dictadura que condena a España a todas las aventuras. Nadie ha podido recordar a la luz del día, que hace más de un tercio de siglo que los españoles no han podido expresar su opinión en unas elecciones que merezcan este nombre. Que las nuevas generaciones sólo por medio de perseguidas lecturas pueden imaginar la singular aventura política que es decidir los rumbos del Estado por medio de una papeleta depositada en una hurna.

Durante semanas, la radio y la televisión, la prensa, las grandes salas públicas, han resonado de voces y doctrinas. Cuatro candidatos, con mayor o menor fortuna, los cuatro eliminados a la primera vuelta, han representado las opciones socialistas o comunistas. Es seguro, y es lo que la reacción española admitirá más difícilmente, que después de la campaña de Krivine, frío seminarista de un comunismo intransigente y sin el menor calor humano, la revolución social no ha progresado en Francia un milímetro. Otra evidencia, que los militares que identifican la libertad de partidos con los desórdenes callejeros no admitirán nunca, es que las aventuras revolucionarias andan hoy por hoy mucho más lejos del Sena que del Manzanares. Las democracias pueden evolucionar, las dictaduras comportan siempre los riesgos más insensatos. Primo de Rivera fue el gran comadrón de la República. Todos temen el grave riesgo que entraña la sucesión de Franco. Son los estados de excepción los que, en buena lógica, determinan los grandes dramas de la Historia. De otra parte, los comunistas franceses han jugado tan triste papel en la fase final de las elecciones como en su ronroneo conformista en la sala San Jorge del Kremlin.

La mitad de mi comentario quedó aquí, víctima de una gripe de retaguardia, atrasada como el verano de París que empieza, sin primavera, entre lluvias y días grises. Las cosas han cambiado tanto que para hacer una transiciôn recurriré a un semanario, loco como los estudiantes màs inquietos, y que, como casi todas las locuras, entraña una razôn superior. Leo en «IX», sección « Informentica » por « Informática », otro barbarismo :

« En Grecia, los ancianos de sexo masculino, de buena extracción social, tuertos del ojo derecho y afectados de una diabetes de más de un gramo sesenta, tendrán derecho a llevar bigote. Todo el mundo se felicita de esta nueva liberalización del régimen. »

« En España, las ancianas de sexo femenino, de buena extracción social, tuertas del ojo derecho y afectadas de una diabetes de más de un gramo sesenta, tendrán obligatoriamente que llevar bigote. Todo el mundo se inquieta de este nuevo endurecimiento del régimen. »

Las dos noticias dan el tono de la única manera posible de resumir las noticias de la semana sin rasgarse las vestiduras, lo que hace correr riesgo de atentado contra la moralidad pública por desnudo fuera de las playas o los escenarios de « Hair ». La Comisión de asuntos extranjeros del Senado americano acaba de revelar que las tropas americanas han participado en 1967 y 1968, de concierto con tropas franquistas, en maniobras cuyo tema era el aplastamiento de una sublevación interior. En defensa del « mundo libre », naturalmente. Poco antes, se había comprobado, también oficialmente, que el general encargado de las gestiones para renovar el acuerdo sobre las bases americanas en España había asegurado a las autoridades españolas que Rota, Torrejón y Morón valían más en su realidad que un tratado de defensa bilateral. Mientras, de atentados a algaradas, Iberoamérica pide a los Estados Unidos la revisión de la política de cooperación económica, concebida mitad y mitad, una alondra y un buey, como aquel famoso pastel de alondra. La protesta alcanza los Gobiernos domesticados por el Pentágono, hasta Buenos Aires y Río.

Los delegados de la CECLA, reunidos en Port-of-Spain, han hecho pública « su voluntad política de emprender antes de fin de año un proceso de diálogo permanente en los países miembros de la Organización de los Estados Americanos (O.E.A.). Por el momento, el diálogo amenaza morir entre las llamas de los incendios y el estruendo de los atentados. Es el mismo diálogo imposible, con la tentación de la violencia subyacente, que encontramos en esa huelga de Gijón, dieciocho días de huelga, obligatoriamente ilegal, en la UNINSA, para tratar de hacer readmitir a dos militantes sindicalistas despedidos ; una digna lucha de los trabajadores españoles por el derecho elemental a sindicarse que Franco dice reconocer, puertas afuera. O ese otro diálogo imposible, por la simple dignidad humana, por ese patrimonio del alma de Calderón, en la mina asturiana de Hunosa, contra una dirección que ha suprimido el socorro a las viudas de los mineros muertos en accidente de trabajo, ya que esta « caridad » imponía una condición horrible : los mineros del pozo no debían cesar el trabajo en signo de duelo por los compañeros muertos...

Sí, vamos hacia el cabo de las tormentas de un verano difícil.

A. B.

TOULOUSE

EXCURSION A NARBONNE-PLAGE

Las Juventudes Socialistas de España organizan el domingo día 6 de julio, una excursión a NARBONNE-PLAGE.

Un autobus saldrá de la plaza Capitol (lado de la Alcaldía) a las 6 y media de la mañana.

Contamos con vuestra presencia y esperamos que acudais numerosos a esta excursión.

Precio : 10 francos.

Para las inscripciones, os podeis dirigir al Comité de las Juventudes, 69, rue du Taur, o bien al compañero Cazorla.

¡TODOS A NARBONNE, EL 6 DE JULIO!

ASÍ VA ESPAÑA

Opresiôn del pensamiento y de la informaciôn

Ha sido incoado expediente administrativo al director de « El Correo de Andalucía », de Sevilla, don José María Javierre. El motivo es que cumpliendo su deber informativo, el diario dio cuenta el 2 de mayo último, de la manifestación del Primero de Mayo en la plaza del Altozano, reproduciendo una pancarta de los manifestantes con las expresiones proferidas.

*

El Ministerio de Información y Turismo ordenó el secuestro del número 248 de la revista de Madrid « Indice », correspondiente al 1 de junio último, y presentado querella ante el Tribunal de Orden Público. La revista había publicado una entrevista con el profesor don Claudio Sánchez Albornoz, jefe del Gobierno republicano en el exilio.

*

Ante el Tribunal de Orden Público comparecieron los dirigentes del Movimiento Católico Vasco señorita María Rosa Goñi y don Félix Azpiruz, acusados del delito de « propaganda ilegal », por haber distribuido un manifiesto oficial de la J.O.C. (Juventud Obrera Católica) y de la J. A. R. (Juventud de Acción Rural) de Guipúzcoa. En el manifiesto se hacía un análisis de los incidentes ocurridos hace varios meses en el País Vasco. El fiscal ha pedido penas de prisión de dos años y 15.000 pesetas de multa.

*

Ante el mismo Tribunal ha comparecido el padre Manuel Antonio Sánchez Ori de Urni, de la Compañía de Jesús, por haber distribuido un documento titulado « Juicio ético sobre la situación socio-económica de España y el problema universitario ». El fiscal pidió dos meses de prisión.

*

El periódico « Madrid » publicó el 28 de mayo la siguiente información : « La Asociación de Amigos de la UNESCO de Madrid había organizado anoche un acto en el cine Gayarre, en el que, con ocasión del pase del laureado film « The War Game » (« El juego de la guerra »), hablarían la señorita María del Carmen González y don Angel Sopena. La película, como se sabe (se proyecta normalmente en dicha sala; por la tarde, incluso, hubo sesión), es un alegato contra la guerra. También estaban programados tres films checoslovacos de animación, en color.

Al llegar el público, encontró un pequeño cartel que, tras la reja de cierre, daba cuenta de la suspensión del acto por la autoridad gubernativa. Muchas personas que no se habían percatado de la existencia de dicho anuncio esperaron durante algún tiempo frente al cine, y paseando por la acera, la apertura del local que, como es lógico, no llegó a producirse. Se habían tomado medidas de seguridad en torno a la sala. »

*

La Dirección General de Prensa ha impuesto una multa de cinco mil pesetas al director de la revista « Elef », don Juan Lado Casal, de Santiago de Compostela, por infracción leve de la Ley de Prensa. La citada publicación está editada por la Orden Franciscana de dicha ciudad.

*

El Consejo de Ministros ha desestimado el recurso de don Antonio Fontán, director del diario « Madrid », contra resolución del Tribunal Supremo que le impuso una multa de 50.000 pesetas por la inserción de un artículo, el 26 de octubre de 1967, titulado « El país no está para arbitristas ».

*

Ante el Tribunal Supremo se ha visto el recurso del director de « Madrid », don Antonio Fontán, por una sanción de 5.000 pesetas que le impuso la Dirección General de Prensa. Ya había recurrido el periodista ante el Ministerio de Información y Turismo, que confirmó la sanción. El motivo es haberse reproducido en « Madrid » una Carta al Director, titulada « Agravio a la familia canaria », que publicó primeramente la revista barcelonesa « Mundo ». La defensa del señor Fontán sostuvo que el referido trabajo no contenía calificativo alguno para instituciones y personas, limitándose a referir hechos.

*

El Ministerio de Información y Turismo ha desestimado el recurso de alzada interpuesto por don Pablo J. de Irazazábal, director del semanario de Barcelona « Mundo », por el que se le impuso una multa de 5.000 pesetas. El motivo es la publicación de un trabajo titulado « Carta a un lector amigo », firmado por don Alejandro Corniero, en el que había una leve crítica de la acción política administrativa.

*

La autoridad gubernativa de Barcelona ha prohibido la celebración del « Aplec » de Montserrat, señalado para el día 8 de junio. Era una reunión de carlistas catalanes que celebran cada año en la montaña montserratina.

*

La Dirección General de Prensa ha incoado expediente administrativo a don Félix Santos, director de « Cuadernos para el Diálogo ». Se le imputa el cargo de haber publicado un editorial, en el número 66 de la revista, titulado «Farenheit 451», que según la Dirección General de Prensa puede suponer una infracción a la Ley de Prensa « en lo que se refiere al debido respeto a las personas e instituciones en la crítica de la acción política y administrativa ». (Este artículo lo encontrarán nuestros lectores en otro lugar de este número.)

Por la misma causa, es acriminado el artículo publicado en el mismo número titulado « El derecho a la intimidad », del que es autor don Joaquín Ruiz-Giménez. Este artículo fue reproducido por « L'Observatore Romano ».

*

Por la Dirección General de Prensa se ha incoado expediente sancionador al director de la revista « Oriflama », de Vich (Barcelona), por trabajos publicados en el número del mes de abril del presente año. Es el tercer expediente contra la mencionada revista en lo que va de año.

La riera de Argentona sî que come patatas

Las patatas, que van muy bien con muchas cosas, resulta que ahora hay algo que no va bien en ellas. Y no es que vayan las cosas bien y la patata vaya mal. Es que van tan mal las cosas, que hasta la patata tampoco va bien.

Primero nos estuvieron hinchando las orejas con aquello de « yo sí como patatas », campaña publicitaria para hacernos ingerir tal tubérculo a todo pasto. Los consumidores pronto se dieron cuenta de que eran objeto de un timo, pues lo que les hacían creer que era una campaña nacional para el consumo de un producto excedente, vieron que aquello se convertía en beneficio personal de unos cuantos : la mayor demanda hizo que subieran los precios.

Ahora ya no hay patatas. Ya no se invita a la gente a que las consuma, pues ello equivaldría a hacer despilfarros de tan caras que están. Lo que no impide que en Argentona se tiren a la riera varias toneladas que se han podrido, por haber querido mantener unos precios. La patata, que siempre se ha llamado el pan del pobre, es hoy motivo de grandes fortunas o de ruinosase quiebras en pocas semanas o pocos días. La patata está hecha un auténtico revoltijo en el revoltijo de la España de Franco.

Aunque con retraso, y a pesar de ser hoy un lujo, la riera de Argentona es la sola que puede seguir el « slogan » de « yo sí como patatas ».

Escaso porcentaje de pràctica religiosa en la archidiôcesis de Barcelona

Acaba de aparecer la « Guía de la Iglesia en la Archidiócesis de de Barcelona », volumen de trescientas páginas que presenta una completa estadística y relación de actividades.

La archidiócesis de Barcelona tiene un área de 3.041,38 kilómetros cuadrados sobre la que se encuentran 42 archiprestazgos, 423 parroquias y una población de 3.601.645 habitantes, de los que 1.706.438 son hombres. Existen en la actualidad 1.971 sacerdotes, 1.615 religiosos y 8.350 religiosas pertenecientes estos últimos a 204 órdenes y comunidades. Se cuentan 160 casas religiosas de varones y 482 de mujeres. Funcionan 408 instituciones caritativas y sociales ; 57 hospitales atendidos por religiosas y religiosos ; 49 clínicas ; 81 residencias, 75 guarderías parroquiales y 77 casas-colonias de verano.

Pese a tan buena provisión religiosa, el porcentaje medio de práctica religiosa en Barcelona es nada más que del 16,4 por ciento y de un 18 por ciento en el resto de la diócesis. La asociación Iglesia-Estado, como puede apreciarse, no ha dado buenos resultldos en la práctica religiosa. El verdadero sentimiento religioso no sólo no ha ganado nada con el régimen franquista, sino que por causa de ese régimen muchos católicos perdieron sus creencias.

Fahrenheite 451

Este artículo editorial, publicado en « Cuadernos para el Diálogo» del mes de marzo último, ha merecido un expediente administrativo para el director de la revista, incoado por la Dirección General de Prensa, como decimos en nuestra sección « Opresión del pensamiento y de la información ». A juicio de la Dirección General de Prensa, « en su contexto puede suponer una infracción del artículo 2.º de la vigente Ley de Prensa e Imprenta en lo que se refiere al debido respeto a las personas e instituciones en la crítica de la acción política y administrativa.

Apenas veinticuatro horas después de que los españoles se enterasen aliviados del levantamiento del estado de excepción, que, entre otras cosas, suprimía en todo el país la censura de prensa, un determinado número de pequeñas editoriales recibían comunicación, escrita o verbal, por las que se les prohibía seguir editando libros. Dicha prohibición comprendía incluso los títulos editados, pero no en circulación, en virtud de la situación legal anterior de estas editoriales. Alguno de ellos incluso había sido aprobado por la consulta voluntaria. Todas estas editoriales, que reciben la comunicación en la época del año de mayor actividad editorial, tenían una serie de compromisos adquiridos cuyo volumen económico es considerable (« royalties », imprentas, derechos de autor, traducciones, etc.), pero que no pueden equipararse al perjuicio moral que se inflige con ello al panorama cultural español. Desde hace ya varios años estas editoriales, junto con otras que al menos esta vez se han salvado de « la quema » (Fahrenheit 451 es la temperatura en que funden los libros en una conocida novela, hasta ahora de ciencia-ficción, de Ray Bradbury), habían enriquecido considerablemente el panorama bibliagráfico español aportando a la cultura nacional importantes zonas del pensamiento universal que los españoles sólo conocían por referencias o en versiones hechas en otros países, versiones que disfrutaban después en España un saludable e insólito « mercado negro », al que lógicamente va a volverse, estimulados ahora por la desaparición de un acervo cultural que no puede ser anatemizado, prohibido, encerrado dentro de unos angostos límites donde el libro de pensamiento se diría que es considerado como « enemigo público ».

En los catálogos de esas editoriales suprimidas de un plumazo está buena parte del patrimonio cultural e ideológico de la humanidad, autores clásicos y modernos, sin los cuales el mundo contemporáneo no sólo resulta ininteligible, sino que, sencillamente, no existiría. ¿ Qué puede pretenderse con esta prohibición? ¿Quizá que la juventud española vuelva a aislarse culturalmente ? Si fuera así, ¿ por qué ese miedo al pensamiento, a la libertad de la cultura, el acervo cultural de la humanidad ? ¿ Por qué ese deseo de cercenar lo que sólo es vehículo de conocimiento, expresión de la racionalidad humana? Esperemos que la razón se imponga y las librerías de todo el país (que desgraciadamente son muy pocas) vuelvan a enriquecerse con los libros de estas y de cualquier otras que puedan nacer, editoriales. Grave asunto este del derecho inalienable de la persona a tener acceso a la cultura, a las ideologías, a saber lo que otros hombres han edificado. ¿ Es así como se entiende « el ocaso de las ideologías ? »

Hacemos una llamada a la razón, que de no ser escuchada tendría graves consecuencias por su repercusión y consiguiente empobrecimiento en todo nuestro panorama cultural.

(De « Gaceta Ilustrada », 25-6-69).

Los que se quedan y los que se van de vacaciones

Se acerca el período veraniego y, como preocupación inherente, la de saber dónde se van a pasar las vacaciones. Este tipo de preocupación que quebranta el equilibrio de tanta gente en los países modernos, no alterará la salud de muchos españoles. En efecto, el 85 por ciento de los habitantes de once provincias españolas, por lo menos, no irán de vacaciones, según se deduce de los datos publicados por el Instituto Nacional de Estadística.

Y decimos se deduce, porque, por una vez, el Instituto Nacional de Estadística ha obrado inteligentemente. En lugar de buscar los españoles que no salen de vacaciones, se ha limitado a hacer una encuesta sobre los que sí salen. Así acaban antes. Y de las once provincias citadas, que son Almería, Badajoz, Cáceres, Córdoba, Granada, Jaén, Albacete, Ciudad Real, Cuenca, Murcia y Toledo, solamente el 15 por ciento de sus familias saldrán a veranear

Letras de luto

Minado por larga enfermedad y mucho sufrimiento, y de verse incapacitado de servir más eficazmente al Partido, un veterano de vieja solera, el compañero **Manuel Fábrega,** ha fallecido en Romans (Drôme), a los 74 años de edad, después de 23 años de exilio en Africa del Norte. Siendo un joven de 14 años ingresaba en la Juventud Socialista de Castellón de la Plana, juntamente con la que había de ser su compañera, que le seguiría durante la guerra y en el exilio hasta el final de sus días.

Posteriormente ingresó en la Agrupación y en la U.G.T., ejerciendo cargos de responsabilidad. De profesión peluquero-barbero, al llegar la guerra se enroló en el batallón Mateotti y, durante la misma, ocupó cargos de gran responsabilidad. Terminada ésta, emigró a Orán con otros compañeros socialistas y allí contribuyó a la creación de la Agrupación en la que, por su amor al ideal y su carácter desempeñó cargos responsables.

En 1962 tuvo que evacuar de Orán y se instaló en este departamento del Drôme, perteneciendo a las Organizaciones de Valence. Al morir, hacía tres años que desempeñaba la Presidencia de la Sección del Partido.

El día del sepelio acudió a Romans nutrida representación de nuestras organizaciones de Drôme-Ardèche. Un inmenso acompañamiento de españoles seguía los restos del compañero Fábrega. Fue una verdadera manifestación de afecto y simpatía a tan querido compañero. En nombre de nuestras Organizaciones, en emocionadas palabras, dirigió el último adiós el compañero Secretario General de la Juventud Socialista de Valence.

A su compañera, Anita Meliá, y demás familia, y a sus familiares en España, expresamos desde nuestro periódico nuestro sentimiento.

C.

ABONNEMENTS
et
REABONNEMENTS
au nom de:
Roger SOUTHO
12, Cité Malesherbes.-Paris-9
C. C. P. 18 585 08 — Paris

IMPRIMERIE SPECIALE
28 30 Rue Sainte
MARSEILLE 1er

Crîtica de un anàl

de la izquierda

Los revolucionarios de manual

Vicente Pérez Sadaba publicó en « Indice » un curioso artículo, titulado « Un objetivo para la izquierda española ». Tiene afirmaciones que no comprendemos o que nos parecen exageradas. Tiene otras que no carecen de verdad, de ser congruentes con la realidad española.

Divide a los españoles en reaccionarios, inmovilistas, evolucionistas y revolucionarios. Estima que el grupo de reaccionarios es, tal vez, el más conforme o coherente « con el entramado sicosocial de nuestro pueblo ».

Para Pérez Sadaba, « nuestra realidad nacional discurre casi a ciegas entre la apatía general y la falta de crítica objetiva. Mientras, los **encubridores** de la derecha y los revolucionarios de manual de la izquierda se dedican a crear fantasmas ».

Está claro quiénes son los encubridores de la derecha. En cambio, la denominación de revolucionarios de manual de la izquierda es de una vaguedad equívoca. ¿ Por qué no designarlos claramente ? Del lado de la izquierda todos los grupos se creen más o menos revolucionarios. Habría que decir con toda claridad qué clase de revolución apetece cada grupo. ¿ Se trata de una revolución política ? En tal caso, seguramente que el mismo Pérez Sadaba es un revolucionario. Es razonable creer —a juzgar por el tono de su artículo— que aspira a una revolución política, a que se haga algo que permita a los españoles salir del inmovilismo, de la carencia de crítica objetiva, de la inseguridad política en la perspectiva próxima futura, que trasciende del olor a **requiescat in pace** que envuelve al Caudillo y a la Falange.

Si se trata de una revolución social, es decir, transformar la sociedad española en lo medular, en acabar con la explotación del hombre por el hombre, en poner el término final a la sociedad capitalista, entonces, quizás, el señor Pérez Sadaba se recuerde de los revolucionario de manual. Incluso en el campo de la revolución social es menester dar precisiones, que no es igual la revolución bolcheviqne —en la que la libertad y la democracia son prejuicios pequeño-burgueses, requilorios despreciables y donde el respeto al hombre es tan ahilado que no impide atropellarlo por un quítame allá estas pajas— que la revolución socialista, sin que sea necesario enterrar la democracia y la libertad para asegurarla y desarrollarla.

Los que nos sentimos revolucionarios en lo político y en lo social —por lo que a España se refiere— no ignoramos que para realizar una revolución es necesario que se den las condiciones objetivas y subjetivas sin las cuales es un error y hasta un crimen desencadenar la revolución. No somos de los que pueden ser catalogados en el grupo de los **revolucionarios de manual de la izquierda,** pero las imprecisiones del señor Pérez Sadaba —catalogando a los españoles en reaccionarios, inmovilistas, evolucionistas y revolucionarios y dando después a los revolucionarios un sentido peyorativo— excluye de la sociedad española aquellos que se sienten animados por el sentimiento socialista, tal como lo simboliza el P.S.O.E.

Que no somos revolucionarios de manual lo prueba el hecho de que los socialistas españoles hemos distinguido siempre entre lo que es hacedero en el marco de la sociedad capitalista, de ahí el programa mínimo, y lo que estimamos ser los fines fundamentales del socialismo, esto es, la transformación de la sociedad capitalista en sociedad socialista —que es el programa máximo—. No se nos ocurre cosechar cerezas por San Silvestre y si alguna vez lo hemos hecho, no hemos dejado de reconocer el error. Pero, justamente, los errores demuestran que el P.S.O.E. ha sabido, al menos ha querido, ser congruente con la realidad española. Ha sabido ser paciente a trueque de ser calificado de inmovilista. Ha practicado el reformismo cuando la acción reformadora tenía por objeto anular o atenuar evidentes injusticias y patentes atrasos de la sociedad española. Cuando reformar tenía sentido revolucionario. Nos hemos lanzado a la huelga revolucionaria y a la revolución monda y lironda cuando se quiso ignorar las apremiantes aspiraciones de la clase obrera o cuando la reacción española, que nunca brilló por su inteligencia, se empecinó en cerrarnos el camino del reformismo transcendente. Todo eso no quiere decir que el P.S.O.E. haya acertado siempre. Al fin y al cabo, se trata de una agrupación humana, de un partido de hombres y adonde van los hombres es inevitable el error porque el error es consubstancial a la naturaleza humana, es la gripe de la inteligencia.

Somos revolucionarios y somos de izquierda. Nuestro manual no queremos que sea otro que la realidad española. No nos concierne la afirmación, según la cual, la izquierda peca de que « **sus esquemas y métodos no han surgido al contacto de la España que es, sino de la que les hubiera gustado que fuese** ».

Los despistados

Es cierto que hay quienes tienen de España una visión que no corresponde a la España de hoy. Son los que cuando hablan de España ven a nuestro país a través de lo que dejaron allí en 1936. Han transcurrido treinta y tres años, un tercio de siglo, ¡ y qué tercio ! Desde entonces España padeció una guerra civil, una represión que no ha terminado, una ausencia esterilizante de libertad, una fase en la cual los españoles se vieron determinados a pensar más con el estómago que con la inteligencia y la conciencia cívica. El régimen exterminó el grueso de la conciencia liberal y de la conciencia socialista en todas sus formas. La propaganda oficial mistificó la verdad y sembró la desconfianza y el escepticismo con respecto al ejercicio de la política en el esquema de la democracia burguesa. Un hombre libre, un voto libre en una sociedad libre es, según la propaganda franquista, una aberración. Nada mejor que la democracia orgánica, el partido único y el terror policíaco como la mejor representación del orden. Los hombres nacidos en tal sociedad difieren considerablemente del español de 1936. En España, para muchos españoles, hay que empezar por crear la necesidad de la libertad.

Es cierto también que en algunos españoles « sus esquemas y métodos no han surgido al contacto de la España que es, sino de la que les hubiera gustado que fuese ». Tierno Galván coincide con esta afirmación —la de Pérez Sabada— cuando afirma: « Es muy difícil entender el proceso de la sociedad española y de la posible concreción, en un futuro, de las ideas de un socialista democrático ; sobre todo para quienes han vivido treinta años fuera de España, más ligados al proceso social y cultural europeo y atlántico que al español ». Claro que Tierno Galván corre el riesgo de ser calificado de **revolucionario de manual** si abunda en conceptos como el que copiamos a continuación : « Procuro afirmar la idea, hoy general en todo el mundo, de que el marxismo y la crítica marxista, como teoría del conocimiento y como praxis, es un punto de partida inexcusable para desmistificar la sociedad que llamamos burguesa. »

En todo caso, ni con las ideas que dimanan de la España de 1936 ni con los esquemas y métodos inspirados extramuros de España llegaremos a una acción congruente, adecuada a la España de hoy.

No es menester decirlo, el que no sirvan por ellas solas esas ideas para organizar y dinamizar una oposición conexa, conforme con el contexto actual español, no quiere decir que sean malas; unas y otras respondían y responden a situaciones distintas y seguramente concordantes.

La izquierda tiene las espaldas anchas

Para Pérez Sabada, la izquierda delira, crea fantasmas. No sólo delira y cae en la fantasmagoría, sino que « la izquierda española, que debiera ser vector de la máxima significación en el pensamiento y en la acción de nuestro pueblo, corre el peligro de convertirse en un foco de **alienación.** Además, y por desgracia, hoy es una izquierda dividida, en la que los intelectuales carecen del necesario contacto con el pueblo. Y los obreros no pueden, por ello, adquirir una conciencia política ». Añade : « Pensamiento y acción son dos caras de una indivisible realidad ; y no puede pedírseles mucho realismo a una izquierda a cuyos hombres no les cabe entrar **en juego.** »

De ahí que concluya Pérez Sabada : « Dada la inoperancia de la izquierda y el temor del sector más sano de la derecha a censurar los defectos del sector menos sano —para no alterar la relación de fuerzas con la izquierda—, la mayoría de los españoles, sin quererlo, vamos a terminar dando en bandeja a los reaccionarios su gran oportunidad histórica. »

Como se ve, no son livianas las faltas de la izquierda. Es preciso que tenga la espalda ancha para soportar el talego de las culpas. Pérez Sabada lo ha llenado hasta el colmo.

¿ Qué quiere decir Pérez Sabada cuando desliza la posibilidad de que la izquierda « corre el peligro de convertirse en un foco de **alienación** » ? El subrayado lo hemos introducido para indicar que en el texto está escrito con letra bastardilla. Dada la pésima opinión que el autor tiene de la izquierda, habrá que colegir que lo que quiere expresar no puede ser otra cosa, lo que es sobradamente explicable, que **amasijo de locos o manicomio,** salvo que quiera decir **tonticomio.**

Uno se siente tentado a suscribir tamaña acusación contra la izquierda, al menos, contra una buena parte de la izquierda. Su división es más que evidente y a cada repiquete surge un paladín de la unidad. Para conseguirla no encuentra mejor expediente que el de dividir lo ya muy dividido, creando un nuevo grupo. Tantas cuantas veces se ha ofrecido a la izquierda una coalición, una alianza, un cártel de acción, no solamente contra la tiranía franquista, sino también una fórmula democrática de sucesión —que es lo que ha propugnado constantemente el P.S.O.E. y la U. G. T., mediante la Unión de Fuerzas democráticas y la Alianza Sindical, las últimas en data, una en el terreno político, la otra en el terreno sindical—, el manicomio de izquierda ha hecho oídos de mercader, en el mejor de los casos, o las ha combatido o ha intentado crear otra cosa distinta, en apariencia, pero con la misma finalidad. Naturalmente, los reaccionarios españoles y el régimen franquista quedan bien servidos y la causa de la democracia española inconscientemente traicionada. ¿ Cómo no pensar en el defecto patológico de la alienación mental ?

Hay también en las apreciaciones críticas de Pérez Sabada una que merece reflexión : « **Pensamiento y acción son dos caras de una indivisible realidad...** » Si lo que quiere expresar es que el pensamiento y la acción deben ser igualmente vivos, activos, congruentes, en tal caso, estamos completamente de acuerdo. No basta presentar bellos proyectos, alumbrar fórmulas impecables, crear programas irreprochables. Todo eso no pasa de pura metafísica política cuando no va acompañada de una acción paralela, ferviente, percutante que haga el milagro de unir a los que aspiran a establecer en España una democracia, siquiera se limite a una democracia burguesa, que, con todos los defectos que tiene, permite el libre funcionamiento de los partidos políticos, la libertad sindical, la libertad de prensa, de asociación, de tribuna, el restablecimiento del sufragio universal, secreto y directo, etc. Las fórmulas para unir la izquierda auténticamente democrática existen y si no existieran —más por la forma que por el fondo— no es empresa de romanos crearla. No es menester decir que del fondo hay que expulsar el delirio y los fantasmas.

Si decimos que la izquierda tiene las espaldas anchas es porque no todas las culpas son de la izquierda ni toda la izquierda delira y **fantasea.** ¿ Qué hacen los intelectuales ? ¿ Trabajan ellos por la unidad de la oposición democrática ? Hasta hace poco el silencio parecía la vocación dominante de los intelectuales. Desde hace poco, sólo parecen unidos al pie de un escrito protestando de algo. No es poco que protesten, pero no es suficiente. Hay, desde luego, excepciones dignas de elogio, pero se quedan en excepciones. Y hay que añadir que no es la unidad en el pensamiento y en la acción lo que predomina entre ellos. Sin embargo, no es la hora de que cada uno defienda sus particulares puntos de vista. Es la hora grave, transcendente en la que los intelectuales, como los grupos políticos y sindicales, tiene el deber de buscar lo que les une, poner en cuarentena lo que les separa y ejercer el magisterio que corresponde a la inteligencia. Hasta ahora y poniendo en urna de oro las poquísimas excepciones del campo de la inteligencia, sólo los trabajadores, desde el precipicio de la clandestinidad, han mantenido una oposición permanente al régimen franquista. Y éstos, los trabajadores, son la izquierda por excelencia.

Las dificultades de entrar "en juego"

Para Pérez Sadaba, la izquierda está **marginada** « y no puede pedírsele mucho realismo a la izquierda a cuyos hombres no les cabe entrar **en juego** ». Así, pues, la izquierda ha sido puesta al margen por las fuerzas triunfalistas de la Cruzada. Es más cierto decir y decirlo con énfasis que ha sido puesta al margen de la ilegal **legalidad** franquista, lanzada a las catacumbas de la clandestinidad, pero es como una corriente subterránea que, tarde o temprano, ha de aflorar sobre la tierra en fecundo manantial. Consecuentemente, no es completamente cierto que la izquierda no entre **en juego.** La cárcel, los tribunales, la policía están constantemente testimoniando lo contrario. Pero entrar **en juego** no es una tarea fácil para la izquierda. A la persecución hay que añadir la fuerza obstaculizante del pantano de la indiferencia. Los hombres que se esfuerzan dentro de España por salir de la tenebrosa noche del franquismo, lamentan más la cobardía del pantano que la inclemente persecución del Estado policía. Siquiera esta persecución sea uno de los testimonios más patentes de la significación operativa de la izquierda

Si el autor alude a los hombres de izquierda que se han expatriado, éstos, incluso ahora, con la prescripción de los delitos dimanantes de la guerra civil, no pueden entrar en juego dentro de España. Muchos de ellos no pueden ni siquiera volver a España y no pueden, precisamente, porque no han dejado de operar contra el franquismo, no han dejado de estar **en juego** a lo largo del que para muchos de nosotros ha sido un largo calvario, únicamente iluminado por la esperanza de que nuestra acción desde fuera de España contribuía a propiciar la restauración de la democracia en nuestro país. Para el franquismo, somos delicuentes políticos permanentes, hemos cometido y estamos cometiendo delitos previstos y castigados por la ley franquista. Estamos en el juego desde fuera de España, aunque en la suerte caprichosa de las cartas nunca nos haya caído buen juego. Es verdad que, si bien excepcionalmente, hay buenos jugadores que suelen ganar con cartas malas.

¿ Por qué no se puede pedir mucho realismo a los hombres de izquierda ? Aparte los revolucionarios de manual, excluídos aquellos a los cuales se les ha parado el reloj en 1936 y apartados los que intentan aplicar a nuestro país esquemas foráneos, incongruentes con respecto a la realidad española, todos los cuales no son falange invencible, queda lo más sólido de la izquierda, que, aunque dividida, tiene más razones para soldarse en poderosa fuerza de oposición que en permanecer dispersa y disolutiva.

Cuando se habla de la realidad española, ¿ qué se quiere decir ?

Hay una realidad condenada a desaparecer : la realidad política de hoy. Pero queda otra realidad:

El irrealismo de la iz y el panorama econ

Pérez Sabada acusa a la izquierda de falta de congruencia, en sus aspiraciones, con la realidad insoslayable de la España, tal como es y no tal como ella —la izquierda— se imagina que es. Al mismo tiempo, denuncia los defectos y los errores de la economía hispánica. Denuncia que :

—« Nuestra economía, que algunos gustan de engalanar con los brillantes colores de una espléndida juventud acusa en el fondo una vejez alarmante. »

—« Desgraciadamente, nuestro aparato productivo es, en parte, pura **fachada** ; y el mejor destino para muchas empresas españolas es su desaparición. »

—« La gran reforma económica

isis acerca
española

Por José Barreiro

los españoles con treintres años sin libertad rcicio de la ciudadanía. las estructuras económdel capitalismo cojitrandа la mentalidad empresasuperestructura de la soespañola, en su mayor parmada por 33 años de des desilustrado. Queda la a de la mayor parte de añoles, cobardía que se puensformar en ventolera de nes si renacen a la liberhaberla digerido. Tantas e ha dicho en la prensa ista y en los discursos explotadores de la Cruzada democracia es el desorden, libertad que reclaman las das es el libertinaje, el robo esinato, que esa descomuumnia bien puede inducir que, puesto que la liberel desorden, nada mejor nvertir la revolución polípendencia de rateros. El Pérez Sabada dice —hade los planes económicos, les, políticos, sociales, etc., la derecha le parecen desdos—: « Y lo trágico es parte, tienen razón (los narios). No porque resulsmesurados aquellos objetino porque no arrancan de ciencia viva del pueblo ni se responsabiliza de ellos. **as el pueblo español no re- la confianza de poder vi- paz dentro de la libertad, á la talla que tal empeño** Hace 30 años que la Crustá a caballo del Poder, con nsa a su servicio, la radio levisión en sus manos, los tos entre las pezuñas de ancofalangistas, las escuelas universidades mediatizar el régimen e inmersas das de vaporización católún los españoles no han rado la **confianza de poder n paz dentro de la libertad.** cuestión de esperar otros s ni es admisible que se nsidere inferiores a los has de la Guinea española. día habrá que decidirse a el Rubicón. ¿ Qué nos pueder a los españoles ? ¿ Que indigeste la libertad ? Hae pasar por esas horcas caupuesto que no se aprende adanía ni se sabe vivir en mientras la libertad esté la ciudadanía sea una donde sólo entran los eleel Señor. Es herrando que nde a herrar. Y los motos perfectos se deterioran, por la herrumbre, cuando mantiene en desuso. La a social y política que es icio de la ciudadanía y el de la libertad, con todos eres y derechos que ella se oxidan y devienen ins cuando no se usan.

izquierda nômico

es posible hoy **desde la iedad,** no desde el Estado, boicotea por el **bajo nivel ral** de nuestras clases al- y la **insolidaridad** general país. »

otra parte, en cuanto al asamiento y tecnología exnjeros, no es lo malo aprohacerse de ellos, sino que stro pueblo, sin tener conncia de sus problemas y polidades, pretende conseguir nivel de vida y un equili- de la balanza cediendo capital extranjero un sectras otro, llevado de la no por una oligarquía más nta a su interés particular al general. ¿ Acabaremos dándonos sin patrimonio n sociedad ? »

—« Y como esto puede ocurrir, nuestros reaccionarios esperan el inevitable salto atrás y han visto en la erosión de los salarios, en las medidas de austeridad y en la última devaluación de la peseta, un feliz cumplimiento de sus augurios. ¿ Puede encontrar pretexto mejor para pedir que se **sujeten** las aspiraciones de los obreros ? ».

El grueso de la izquierda, al menos el P.S.O.E. y la U.G.T., no han cesado de denunciar esos mismos errores. Los han denunciado y han propuesto soluciones. Podríamos decir que estamos cansados de acusar a la mayoría de las empresas españolas de vetustez y atomización. Repetimos que es necesario poner término a esa situación mediante la transformación de lo viejo en factorías modernas y que es menester acabar con la atomización por la vía de la asociación cooperativa o la simple concentración de las pequeñas empresas de producción similar, dando a la empresa cooperativa o a la concentración la dimensión adecuada para que deje de ser marginal, pueda ser competitiva y no constituya un monopolio. Hemos añadido que esa transformación había que hacerla sin daño para los trabajadores y que para favorecer tal objetivo el Estado tenía que imprimir al crédito un sentido selectivo y que la selección tenía que estar determinada por el interés público superior y planificado de la nación. Es cierto que, si ello es posible —ya que distinguimos o queremos distinguir entre lo que es oportuno y lo que es irrealizable en un contexto político-social determinado—, aspiramos a la nacionalización del crédito y de la banca privada y no a la socialización, que puede, quizás, asustar a don Vicente Pérez Sabada, aunque no asuste al Vaticano y no renunciemos por nuestra parte a ese objetivo.

Nunca hemos tratado con mimo « nuestras clases altas » y su « bajo nivel moral ». Es posible que a fuerza de repetir los ataques se nos tenga por demagogos y « revolucionarios de manual ». El hecho de que Pérez Sabada coincida con nuestras apreciaciones nos libera de la preocupación que, a veces, se ha puesto a través de nuestra pluma. Nos libera también del temor de que se nos pueda englobar entre los que no ven a España tal como es, sino tal como quisieran que fuera.

De todos los grupos de la oposición antifranquista, ninguno puede aportar tantos testimonios denunciadores de la colonización económica de nuestro país como pueden contarse en nuestra prensa y en las resoluciones de los Congresos del Partido Socialista y de la U.G.T. Jamás nos hemos opuesto a que la industria española reciba ayuda financiera y técnica del exterior ; pero siempre hemos condicionado la utilización de esas dos fuentes de progreso. Por un lado, que la ayuda financiera no mermara la independencia nacional. Por otro lado, siempre hemos reclamado que el Estado y las grandes empresas privadas acrecieran constantemente el desarrollo de la investigación científica y técnica, a fin de que España adquiera en este dominio la plaza que le corresponde, al tiempo que deja de ser dependiente de modo completo o casi completo de las patentes extranjeras. De todos modos, antes de pedir asistencia económica al exterior es obligado que España empiece de manera definitiva a practicar la selectividad en el crédito de toda la banca española, tanto de la pública como de la privada. Quizás tal pretensión, la de la selectividad del crédito, parezca a los ojos de los que se oponen al intervencionismo inteligente del Estado en la economía, como una fantasía de la izquierda, un fantasma o una pretensión irreal. En tal caso, ¿ cómo asegurar el desarrollo equilibrado hacia los objetivos que más convienen al país ? ¿ Esperando que se eleve el **bajo nivel moral de nuestras clases altas** y que la **insolidaridad del país** se transforme en solidaridad por arte de birlibirloque ? A los empresarios españoles hay que meterlos en varas, aparejarlos y dirigirlos para que marchen en el sentido que España necesita, no por la fuerza de la policía, sino por una fiscalidad que favorezca los objetivos seleccionados y entorpezca las actividades económicas que no coincidan con aquéllos. Repitiéndonos, esos objetivos se sirven igualmente con una política de crédito que tenga los mismos fines que los de la fiscalidad tal como queda dicho.

La coyuntura social

El título de este epígrafe está tomado del artículo que enjuiciamos. En él se dice que :

—« España es hoy un pueblo cohibido y receloso, con una imagen pobre y poco neta de las posibilidades y esperanzas de nuestro tiempo. »

—« La derecha ha terminado por destacar, como una prueba de su éxito, la **despolitización** del pueblo y la exclusiva dedicación a aumentar sus ingresos y mejorar sus condiciones materiales de vida. Los que creemos que el hombre no puede **abdicar** de su condición política sin **deshumanizarse,** no entendemos bien el triunfo que se atribuye nuestra derecha, ni qué significa o qué futuro puede tener un poder sobre el vacío. »

—« Pero el hecho evidente es que nuestro pueblo anda dividido y que la mayoría de nuestra población campesina y obrera se siente más interesada por conseguir un coche **utilitario** que por hacer posible un proyecto integrado de vida para todos los españoles. »

—« El que quiera examinar y criticar hoy limpiamente los defectos de nuestra sociedad, tendrá que disponerse a afrontar en solitario la incomprensión del común y la represalia de tal o cual pequeño bárbaro. Por eso, el consejo más frecuente en España es el de "no te metas en líos, que no hay nada que hacer". »

—« Nuestros reaccionarios piensan, con lógica, que las actuales aspiraciones de nuestro pueblo pueden satisfacerse mejor con los **dólares** americanos que con la doctrina de Pekín. Piensan también que, de la mano del capital americano, los intentos revolucionarios no tienen probabilidad de éxito. » (Las palabras subrayadas están en letra cursiva en el texto de donde copiamos.)

Creo que, para la mejor comprensión del texto que precede, habrá que entender el substantivo PUEBLO en la acepción de « gente común y humilde » y no en la de « nación, conjunto de los habitantes de una república, monarquía, etc. ». Habrá que entender tal palabra con una significación antitética, opuesta a la de **reaccionarios** y esta última como sinónimo o de igual significación que la de **régimen franquista.** Sin quererlo, quizás, el autor coloca la situación en términos de lucha de clases y no hay duda de que reaccionarios y pueblo tienen aquí toda la fuerza y significación recíprocamente opuesta de la antítesis y enfrentamiento de los grupos o clases : **capitalistas y proletarios.** Es evidente que los reaccionarios siguen una línea combativa, una actitud preventiva frente a ese pueblo « cohibido y receloso » que, contra lo que supone Pérez Sabada, consistente en que los reaccionarios creen haber despoloitizado al pueblo, un buen día puede aparecer fuerte y alocadamente politizado, en explosión de ira y romper los diques de contención que hasta ahora lo han mantenido, en parte solamente, **cohibido y con una imagen pobre y poco neta de las posibilidades de nuestro tiempo.**

Si digo **en parte solamente,** es porque no toda la clase trabajadora permanece inmóvil y desprovista de una concepción clara de sus aspiraciones. Las huelgas del País Vasco y de Asturias son fenómenos claros de una actitud rebelde, no conformista y que es diametralmente contraria a la imagen de un pueblo cohibido. Las huelgas, manifestaciones y protestas de los trabajadores de Madrid y Barcelona entrañan igualmente una postura no conformista, opuesta al régimen. Las rebeldías de una masa considerable de sacerdotes y cristianos, de abogados e intelectuales, en los últimos tiempos, no confirman la cohibición ni la despolitización de manera general. Hay algo suficientemente poderoso que se mueve en España, no obstante la vigilancia policíaca, la represión y la dureza de los tribunales. Esa agitación clandestina, a veces manifiestamente pública, a veces semi-oculta, acompañada de la irritación y la protesta que se lee, más entre líneas que paladinamente, en la prensa española, son unidos a los otros, los síntomas evidentes de una gestación difícil, pero de una gestación que ha de llegar al alumbramiento de una fuerza renovadora irresistible. Ello no nos impide ver el revés de la medalla, es decir, la otra masa de trabajadores, inmensa en lo que otro autor llama el mito del bienestar a base de los plásticos y de los aparatos electrodomésticos, al que podemos añadir el mito de que el automóvil significa alto nivel de vida, aunque muchos de los que se han embriagado con ese mito hayan trabajado catorce horas diarias y se hayan apretado el cinturón para lograr pagar los plazos de la compra de un turismo. La satisfacción del mito del automóvil se ha hecho en muchos casos (hablo de los trabajadores) mediante varios años de expatriación, de duro trabajo en el extranjero, de privaciones, todo para darse el gustazo de regresar a la patria provisto de un autovóvil cuyo motor, antes de ser propiedad del emigrante, marchaba a base de sangre, sudor y servidumbre.

« **No te metas en líos, que no hay nada que hacer** », es el consejo de los bien situados, de los poltrones en política, de los cobardes. Es cierto que el régimen, con su **alto sentido** del hombre y del cristianismo, rubrica con el rigor de los corchetes y de los jueces castrenses y civiles el gallináceo consejo.

La recomendación no es seguida unánimemente. No es cuestión de repetir las fuerzas que se mueven por una España mejor. Pero aquí entra también otro género de cobardía : la pusilanimidad de los intelectuales que, conociendo la influencia perniciosa de tales consejeros, se callan, como contagiados ellos también por esa epidemia que debilita la hombría de los españoles.

Es un error creer que todos los españoles son insensibles a la imagen neta de las esperanzas y posibilidades de nuestro tiempo Es falso estimar que todos los españoles no son sensibles al consejo: « Preocúpate por una España donde todos los españoles puedan convivir pacíficamente, libres de verdad y trabajando todos por el acrecentamiento de su bienestar. Preocúpate por el porvenir político de tu país. Aspira a ser ciudadano en una España democrática. Si para conseguir tal aspiración y satisfacer tales preocupaciones es menester luchar y exponerse, lucha y exponte. » Aconsejándolo, repetimos lo que Cervantes pone en boca de Don Quipote : « ... por la libertad, asi como por la honra, se puede y debe aventurar la vida ; y por el contrario, el cautiverio es el mayor mal que puede venir a los hombres ». Cuando escribía esto Cervantes no era España el reino de la libertad. Tampoco ahora lo es y los intelectuales pecan de poltronería si no lo dicen. Deben decirlo si lo sienten y estamos seguros de que tal es su sentimiento. Los hay que ya lo han dicho, como los hay que lo están diciendo; pero son los menos y con ello el magisterio de la inteligencia no se realiza con la amplitud y la fuerza que es menester. Hasta ahora, la inteligencia y el trabajo, es decir, los intelectuales y los trabajadores dan la sensación de vivir en compartimientos estancos, en mundos distintos. Una de las formas de destruir la barrera que los separa estamos seguros que consiste en que los intelectuales combatan el inmovilismo, el miedo, el espasmo en los que ha sido hundido el pueblo español por la ferocidad de la represión y los agoreros del « no te metas en líos, que no hay nada que hacer ». Hay que repetir, por el contrario, que hay mucho que hacer, hay que meterse, cuerpo y alma, en la prometedora empresa de acabar con la España inhóspita y transformarla en tierra de convivencia y de libertad.

Y hay que hacerlo, mal que les pese a los reaccionarios y a los dólares norteamericanos. Aunque no menospreciamos la política reaccionaria que los Estados Unidos practican fuera de su territorio, España, con todos sus defectos y todos sus atrasos y todas sus miserias, no es la República de Guatemala, ni España está a dos pasos de los EE. UU., ni se encuentra ubicada en el Sudeste asiático. Ya empieza a ser importante la suma de inversiones norteamericanas en España. Los intereses estratégicos de los EE. UU. en nuestro país son una hipoteca que posibilita la intervención extranjera a pretexto de defenderlos, aunque nadie los ataque, ni las inversiones ni las bases ; pero todo eso no es suficiente para que una potencia extranjera se inmiscuya en la política interior de un Estado de Europa Occidental. Eso que es posible en Asia y América Latina, que también lo es en el área de la hegemonía bolchevique, adquiere tonos de monstruosidad inadmisible, por no decir imposible, aquende el muro de la vergüenza.

Panoràmica cultural

El pesimismo de Pérez Sabada acerca de la situación cultural de España es quizás excesivo, pero contiene una buena parte de verdad. Para él :

—« España produce un escaso **pensamiento** porque éste surge en la medida en que es posible **problematizar** la reali-

(Pasa a la pág. 6.)

(Viene de la pág. 5.)

dad y en la medida en que existe apetencia social de la verdad. »

« La escasa participación popular en la resolución de algunos problemas, el espejismo que produce el pensamiento extranjero, la política de introducir en la Universidad a los « leales », la niebla que impide ver cuáles son los verdaderos problemas —los que exigen una respuesta—, la postura de parte de las capas con funciones directivas —que acogen mejor a los aduladores que a los hombres de pensamiento riguroso— y el bajo nivel moral explican, entre otros factores, el precario momento cultural español. »

Nos acucia la tentación de suscribir todo cuanto dice, pero ello equivaldría a negar la existencia de una minoría de españoles que son intérpretes de la « apetencia social de la verdad ». Existe, ello es indudable, una minoría sensible a los problemas de la España actual y toda minoría refleja un estado de ánimo colectivo, es la conciencia inteligente, operante de una parte de la sociedad. No es computable, medible, no es fácil estimar su densidad, la importancia numérica que representa ; pero, dada la diversidad de grupos activos que se mueven, más o menos subterráneamente, en la España actual, cada uno de ellos sensible a todos o a parte de los problemas existentes y que en función de tales problemas se han formulado unas soluciones, unos objetivos y una táctica operativa, que no vacilamos en pensar que es mucho más importante que lo que se puede deducir del pesimismo de Pérez Sabada. Bajo la aparente ceniza en que el régimen franquista ha convertido la ciudadanía y el pensamiento español hay un fuego soterrado que nos es menester acudir a las milagrerías para transformarlo en una fuerza capaz de imposibilitar la pervivencia de la Cruzada y propiciar el instrumento político que la sustituya. Por otra parte, los grupos sindicales clandestinos, los sacerdotes jóvenes, los intelectuales no conformistas —¿ podemos simbolizarlos en el profesor José Luis L. Aranguren ?, por ofrecer una imagen concreta—, los economistas jóvenes que ven claramente los fallos de la economía española y ofrecen soluciones atinadas, los abogados que denuncian los atentados a la justicia y a la dignidad humana, los grupos políticos clandestinos — desde luego, no controlan numerosas legiones de militantes—, en fin, todos los que integran la oposición, deshilvanada, cierto,, pero oposición innegable, no hay niebla franquista que les impida ver con claridad las monstruosidades franquistas y las imperfecciones de la España actual.

¿ Qué hacer ?

« Hemos visto —a grandes rasgos— un conjunto de datos que justifican la apreciación —escribe Pérez Sabada— de que los reaccionarios pueden tener ahora su **oportunidad** histórica. Para impedirla, es necesario que la izquierda abandone sus torres de marfil y baje al ruedo de los hechos sin **dogmatismos** que la impidan entenderlos y orientarlos. La izquierda necesita **redescubrir** España y descubrirse **ella** desde la realidad actual. Tiene también que tomar humildemente la iniciativa de una mejor inteligencia con los otros sectores de nuestra sociedad. Por mucho que le duela. No hay otro camino. »

Confesamos que no nos parece completamente claro lo que precede. ¿ « Redescubrir España ? » ¿ Quiere decir lo contrario de lo que afirma el profesor Tierno Galván cuando éste nos acusa de no entender el proceso de la sociedad española, por el hecho de haber « vivido treinta años fuera de España » ? Que los que estamos en la expatriación tengamos una visión deformada de la España actual es posible ; pero ¿ es eso aplicable a la izquierda que padece la realidad española, en España misma ? ¿ Es que, además de la izquierda que lucha todos los días en los pueblos de España, hay una izquierda atrincherada en « torres de marfil » y que no desciende « al ruedo de los hechos » ? Que existen estrategas de café en el campo de la izquierda, no lo negamos ; pero la acusación no se puede aplicar a toda la izquierda. Los socialistas nos consideramos, sin complejos ni reservas mentales, lo más medular de la izquierda y no queremos encerrarnos en torres de marfil y hace muchos lustros que estamos en el ruedo de los hechos. Estamos en la liza y ya nos pesan los años de experiencia. De dura experiencia. Dolorosa, amarga y no falta en ella el acíbar de las decepciones. Es una experiencia en la cual no tienen cabida los dogmatismos. Tanto es así, que siendo profundamente republicanos, nos hemos avenido a aceptar el régimen que salga de unas elecciones auténticamente libres y constituyentes. Si de esas elecciones España tuviera la desgracia de caer, de nuevo, en la monarquía, aceptaríamos el fallo del sufragio universal, aunque no la sirviéramos.

Una cuestión muy distinta es que la izquierda se descubra a sí misma. Quizás sería mejor decir que comprenda su misión, la importancia de que se una en torno a unos objetivos realistas, desprovistos de fantasías, pues lo que interesa, por encima de todo, no es repartirse la piel del oso antes de cazarlo, sino propiciar la desaparición del régimen franquista y ofrecer una alternativa, una fórmula sucesoria, democrática que satisfaga las aspiraciones comunes de la mayoría de los españoles. Por eso, sin humildades que no vienen a cuento, el P.S.O.E. fue el principal propulsor de la Unión de Fuerzas Democráticas. Por eso, la U.G.T. fue la iniciadora y fundamental creadora de la Alianza Sindical. Por eso en su último Congreso, esta misma organización sindical, votó unánimemente acuerdos de franca apertura hacia los movimientos sindicales que no están integrados ya en la Alianza Sindical, acuerdos que son clara invitación a conseguir la unidad de acción del sindicalismo español, excesivamente diverso y profuso. La U. G. T. ha votado idénticos acuerdos en el orden político, ya que los congresistas no pueden soslayar que la condición previa para que pueda existir un sindicalismo auténticamente libre en un contexto donde pueda actuar libre y eficazmente, es necesario un cambio político decisivo hacia la democracia.

« La izquierda —nos advierte Pérez Sabada— no puede empezar pidiendo el poder. Este no se regala, ni es lógico aspirar al poder cuando no se tiene un poder social dominante. » Pudiera creerse por esta advertencia que la izquierda aspira al poder por el poder. Una izquierda sin la pretensión de gobernar un día, cuando pueda, nos parece un absurdo, sería como una preciosa máquina metida en paja seca para que se conserve bien, pero sin utilidad, sin uso. Sin embargo, dudamos que con la situación actual de España haya una izquierda que pretenda que le regalen el poder, ni pretenda conquistarlo de buenas a primeras. La herencia que ha de dejar el franquismo corresponde más bien a un Gobierno provisional de solidaridad nacional, que restaure las libertades y las consolide, que a un grupo monolítico, sea de derecha, de izquierda o de centro. Por añadidura, repetimos que el desiderátum, lo más congruente, lo más adecuado de ser apetecido, no es el reparto de la piel del oso ni la disputa por el poder, sino poner un término definitivo a la tiranía de la reacción y, consecuentemente, a la inmoralidad y a la noche deprimentes en que vive España desde que la Cruzada cabalga sobre las espaldas de los españoles.

« Las coordenadas históricas de nuestro pueblo son más propicias —continúa Pérez Sabada— al **reformismo** que a la **revolución** y, en cualquier caso, sólo se puede llegar a tener positiva capacidad orientadora dentro de una España **reconciliada,** en cuya vida se haya establecido un profundo sentido moral. Hacerla posible es la **gran misión** que debe imponerse la izquierda española en este momento de nuestra historia. »

No es la izquierda la que se opone al deseo y a la imagen de una España reconciliada. Si hay una masa de españoles que imposibilita la reconciliación, no es a la izquierda donde se halla, sino en la minoría dirigente, en el partido único, en los cruzados triunfalistas. ¿ No son ellos, por boca de sus más conspicuos jefes y jefecillos, los que están constantemente recordando los nefastos anales de la guerra civil ? ¿ No son ellos los que están removiendo el dedo en la llaga de la discordia nacional ? ¿ No es una prueba de la ferocidad vindicativa del régimen el hecho de que en el curso de treinta años de Cruzada triunfal no haya encontrado un momento para liquidar la guerra civil y sus secuelas con una generosa amnistía ? Ha esperado a la prescripción de los delitos ligados a la guerra civil y solamente derivados del hecho de la guerra, a fin de mantener vigente la represión contra los **delincuentes** por delitos políticos posteriores a la guerra civil. Creemos que la izquierda, en general, está cansada de padecer un país que vive todavía un ambiente de guerra civil, mantenida exclusivamente por el poderoso sindicato de explotadores de la Cruzada. La izquierda está cansada de ver una parte de los españoles imposibilitados de volver a sus pueblos o que no quieren volver por la buena razón de que en toda España reina la arbitrariedad franquista, la inmoralidad, que está privada de libertad y que no se respetan los más elementales derechos del hombre. Como está cansada, aspira a una España habitable para todos los españoles y no exclusivamente para los que mandan o están protegidos por los epígonos del régimen.

En cuando a que « las coordenadas históricas de nuestro pueblo son más propicias al reformismo que a la revolución... », es admisible que tal elección política sea la más adecuada a la situación inmediatamente posterior al franquismo ; pero nadie puede prever lo que el pueblo español desea en las etapas siguientes. Hay un reformismo conservador, cristalizante, infecundo. Frente a él hay un reformismo transcendente y permanente, un reformismo vivaz, continuo, congruente con la rápida transformación de la sociedad en el último tercio del siglo XX. No es cuestión de insistir mucho para demostrar que nosotros, los socialistas, si tenemos que escoger el estilo reformista, el nuestro sólo puede ser el reformismo vivaz, permanente y congruente con la época que vivimos.

La manera de operar no puede ser a base de sinapismos

Pérez Sabada propugna para conseguir una España habitable, reconciliada, solidaria y función de los problemas y no de las etiquetas ideológicas, la « creación de agrupaciones para la convivencia nacional —concebidas fundamentalmente como equipos de trabajo— donde, sobre todo los jóvenes de todas las tendencias, puedan conocerse y medir el valor de sus esquemas sobre problemas concretos de la vida nacional. »

Huelga decir que no estorban tales agrupaciones, a las que atribuye la elaboración de « proyectos alternativos para la vida del país, hondamente contrastados y criticados ». Añade : « Porque de poco servirán los cambios formales, mientras el sustrato humano siga siendo un pueblo rencoroso y deshilvanado. »

Repetimos que no sobra eso, pero es francamente insuficiente. Por otra parte, la policía estamos seguros que participaría en tales agrupaciones, no para colaborar con sus luces, sino para impedir que laboren los equipos de trabajo. Eso cabe en las agrupaciones clandestinas de la izquierda. No obstante, tampoco es eso lo que debe entretener demasiado a la izquierda. La tarea fundamental de ella consiste en unirse sólidamente en torno a un programa adecuado, aliarse con las otras fuerzas antifranquistas del centro y concertarse ambos bloques para fines concretos. Y ningún fin concreto es más urgente y más apremiante que el de restablecer la libertad en España y preparar la nación para la celebración de elecciones incuestionablemente libres. Sólo un sistema político salido de las urnas puede reflejar la verdadera voluntad nacional.

Aunque no le agrade a Pérez Sabada, no nos resistimos a calificar sus agrupaciones de sinapismo. El franquismo es un cáncer y no es con sinapismos como se cura. Aún más, para poner en práctica los proyectos alternativos elaborados por las agrupaciones, se necesita un contexto político propicio, adecuado. Lo primero, pues, lo más urgente, es trabajar por la obtención de una situación política en la que sea posible poner en práctica una política distinta de la que hasta ahora ha impuesto por la fuerza la tiranía francofalangista.

Si este trabajo ha resultado extenso no es porque conozca al autor o porque conceda mucha importancia a los juicios que él emite en calidad de soluciones, sino por la importancia del tema o de los diversos aspectos de la situación de España y la actitud de una parte de las fuerzas políticas que se mueven o están quietas en el panorama ibérico de hoy expuestos en el artículo enjuiciado.

Pese a la extensión, ese panorama es mucho más complejo y merece análisis también más completos si queremos entender a fondo lo que hay en nuestro país y lo que quieren los españoles.

La demagogia en funciôn gobernante y la tragedia de Segovia

((Viene de la pág 8.)

puesto en las Cortes y el Consejo del Movimiento, ha viajado por los países comunistas, suponemos que con la debida representatividad. Rodríguez Villa, fundador de la Falange de Valladolid, ex secretario general de un organismo, ex jefe provincial y gobernador, ex procurador, ha publicado un artículo en el diario « Madrid », donde afirma que las únicas fuerzas que demostraron su heroísmo en la defensa de su ideal, fueron los falangistas, comunistas y requetés. Ismael Herraiz, reconocido fascista del cuadro de editorialistas de « Arriba », entrevistado por Fernández Asís en un espacio de la T.V.E. el 9 de junio, considera que la España de Franco sólo tiene un enemigo, las Democracias europeas, « que impiden nuestra integración en Europa », y que el Congreso comunista de Moscú es extraordinario, representa la verdadera revolución proletaria (sic). De esta asamblea pansoviética, en líneas generales, se han publicado grandes informaciones en la Prensa española, con el apéndice de la participación de los comunistas hispanos. A la inversa, el Congreso de la Internacional Socialista celebrado en Inglaterra, donde intervinieron los socialistas españoles, ha sido ignorado por los medios periodísticos. « A B C », « Ya », « Pueblo » no han concedido una sola línea hasta el martes que escribimos. Solamente « Nuevo Diario » inserta una información a tres columnas con el discurso y la fotografía de Willy Brandt. Es probable que más tarde se publiquen peyorativos comentarios, pero sin dar importancia a tal acto, quizá para que el lector alienado no pueda percibir que una nación gobernada democráticamente por socialistas dispone de casi tanta fuerza termonuclear como la Unión Soviética —estimo que es importante recalcar esta faceta, dado que se concede gran relieve sicológico a la fuerza material de otras potencias—; que otra, co-gobernada por socialistas, ha alcanzado el techo del poder económico mundial, con la hermosa perspectiva de ganar las próximas elecciones; que una tercera ofrece un ejemplo indiscutido del socialismo en la libertad, con el nivel de vida, de educación, de equilibrio social e industrial más alto del mundo. Pero no termino aquí nuestro repertorio. Los turistas europeos que dejan aquí sus monedas fuertes, por tomar el sol y sin pensar que benefician indirectamente a la dictadura, ¿ no proceden de países donde socialismo-sindicalismo libre, en pugna con el capital evolucionado, han logrado situar a los trabajadores en una posición de ventaja, con relación a los españoles, para que gasten sus ahorros en las extorsionadas playas españolas ?

Silencio, que en ocasiones es sinónimo de complicidad. En la abstención, a veces, concurren factores que implican colaboración más o menos mayestática e interesada con la dictadura. Porque cuando hablamos de la Internacional Socialista, nos referimos también al Partido Socialista Obrero Español con sus peculiaridades provocadas por treinta años de dictadura. Porque al nombrar a C.I.O.S.L., estamos hablando de la Unión General de Trabajadores, con los mismos motivos.

Sin embargo, confieso que este artículo debe sufrir un cambio, un deslizamiento acaso inconexo debido a los acontecimientos de hoy. Si pretendo reflejar la actualidad sociopolítica española, desde dentro, como Larra en su tiempo —salvadas las distancias de personalidad—, estoy entonces obligado a detenerme en la tragedia que ensombrece el pulso nacional. En Los Angeles de San Rafael, un pueblo segoviano en la vertiente norte del Guadarrama, pueblo levantado por una compañía urbanizadora siguiendo las normas oficiales de zonas residenciales de apartamentos y hoteles, en detrimento de la vivienda social, acaba de producirse una catástrofe : unas doscientas víctimas, de ellas más de cincuenta muertos. Pertenecían al gremio de ultramarinos y celebraban una comida de trabajo y amistad. De pronto se hundió el piso y las vigas de hierro, de cemento, las paredes, los ladrillos cayeron sobre ellos sepultándolos bajo el polvo, hierros retorcidos y los cascotes. El director de « Diario Nuevo », señor Villanueva, empleando un título a ocho columnas, exige justicia y que se busquen las respansobilidades. Copiamos un párrafo que se refiere a los socialistas : « Del archivo me traen la fotografía de un periodico : un recorte muy antiguo de « El Socialista ». Es un artículo de Pablo Iglesias tras el hundimiento de una casa a principios de siglo, en la calle Maldonado, con una treintena de muertos. La protesta es cruda, inapelable, pero no hay esperanza. » Como se ve, la cita es contundente y expresiva, la única que yo recuerdo con mayor fuerza emocional publicada en la Prensa española, asentada en un gravísimo suceso social. No hay esperanza, entonces como ahora.

El Ministerio de Información y Turismo se ha llamado andanas. No es responsable. Ni el de la Gobernación, ni el de la Vivienda, ni el de Trabajo. La Administración, que ha permitido la fiebre de construcción de zonas residenciales cerca de la capital, al filo del comunismo enajenante, se ha lavado las manos y achaca la tragedia a una falla técnica, a que la obra se realizaba clandestinamente, sin que el proyecto de construcción del restaurante de dos plantas llevase la firma de un arquitecto colegiado. Difícilmente es admisible semejante versión, pues los periódicos publican páginas enteras de publicidad de tales compañías urbanizadoras, con el visto bueno del Ministerio de la Vivienda. Incluso el capitalismo explotador del turismo y la edificación ha llenado los espacios publicitarios de la T. V. E. con « spot » que se referían concretamente a la zona residencial de Los Angeles de San Rafael. No es posible, pues, esconder la cabeza entre las alas. La justicia tiene que caer sobre los culpables, ya sean capitalistas o ministros. Pero sospechamos que no será así. La voz popular, el sentimiento del pueblo, se ha manifestado poco después de haber ocurrido el suceso. Helo aquí :

—Ahora dirán que un albañil hizo mal el encofrado y que el obrero que soldó la viga de hierro que ha cedido son los culpables. Siempre ocurre lo mismo.

Por un puñado de dôlares

¿ Guernica made in U.S.A. ?

((Viene de la pág 8.)

tituciones europeas, como el Mercado Común o la O.T.A.N. De ahí también las rabietas periódicas del Caudillo contra la base de la O.T.A.N., Gibraltar, siempre que se trata de tapar algún sucio negocio nacional. Como « el gato escaldado, del agua fría huye », los franquistas prefieren ahora ir sobre seguro y hacerse rogar.

Pero hay todavía un segundo factor, que explica el tono de complacida reserva con que han sido acogidos en Madrid los deseos del general Goodpaster. El negocio de renovación del contrato de arriendo de las bases norteamericanas en España ha sido para el régimen de Franco uno de los capítulos más denigrantes de sus treinta años de usurpación del poder. Empezaron la jugada de « poker », en torno a la renovación, convencidos de tener un gran triunfo en las manos: el miedo norteamericano a la presen-cia de la flota soviética en el Mediterràneo. Pero olvidaron, por culpa de la nociva propaganda de Fraga Iribarne, que sqlo es creída por ellos mismos, que los americanos tenían todavía un triunfo mayor : el pánico del franquismo al propio pueblo. Sugestionado por las « perspectivas », el hombre que debe su persistencia a la presencia norteamericana en España, Franco, creyó poder pasar a imponer condiciones a sus protectores. Esgrimiendo ,entre otros, el argumento del « riesgo no compensado que suponen las bases atómicas en España » — argumento que al generalísimo no se le había ocurrido antes, pues nunca se lo había dicho a los españoles, a los que tampoco nunca pidió su consentimiento para tal peligrosa operación de alquiler del territorio nacional —, Franco llegó a la insolencia de exigir 700 millones de dólares. Pero llevadas las cosas al extremo de que los norteamericanos estaban dispuestos a marcharse de España, el instinto de conservación del régimen pudo más que su codicia.

Al final, cambiaron las tornas. Y Castiella, acosado por el caudillo, víctima de insomnio, estuvo yendo y viniendo a Washington y suplicando, hasta que los norteamericanos se han avenido a cerrar el trato, pero sólo por un año y por unos simbólicos cincuenta millones de dólares, que habrán de ser invertidos en material de guerra estadounidense. Hasta 1970, Franco cree poder respirar tranquilo. Las aherrumbradas cadenas con que atenaza al pueblo español parecen soldadas hasta entonces. Durante un año, los «war-mongers» de Washington subvencionarán a crédito restringido el armamento de opresión nacional del generalísimo. Pero la actitud de Norteamérica durante las negociaciones, haciendo públicos «secretos» como el de los «preparativos hispanonorteamericanos para sofocar cualquier levantamiento del pueblo español contra la dictadura de Franco» ; recalcando que las bases interesan menos a U.S.A. que a la España de Franco, y no queriendo suscribir el ansiado pacto de asistencia mutua en forma de «garantías de seguridad para el régimen», no dejan lugar a dudas de que Norteamérica no está dispuesta a seguir pagando al caudillo un servicio que Washington se hace pagar a buen precio en otros países: el sostenimiento de una dictadura.

De ahí su interés por que España ingrese en la O.T.A.N. Y bien caro que le va a costar a España el « proteccionismo » norteamericano. Los falangistas pueden ahora rasgar sus camisas azules protestando contra las bases. Les van a hacer falta a los franquistas muchos gibraltares ahora para disimular su canallesca entrega de España a los monopolios norteamericanos. La gran serpiente se tragará a la lagartija de El Pardo. Cuando Franco ha necesitado casi 25 años para terminar de saldar sus deudas con Alemania e Italia, por la ayuda recibida de las entonces potencias fascistas, se encuentra ante una nueva deuda de proporciones insospechadas. Cada vaz más, Franco es el « Caudillo de España por la Gracia del Pentágono ». Su sucesor o sucesores tendrán que apechugar con las consecuencias. Y esto produce un hondo malestar a estas alturas del desmoronamiento del régimen franquista con Franco.

Pero, para no confesar esta vergüenza pública a los españoles, la España franquista sigue, mientras tanto, disimulando como una ramera solicitada. Todavía se atreve el papagayo del cinismo oficial, Fraga Iribarne, a permitirse el lujo de tener arrebatos de « indignación » nacional, y desmiente con toda su caradura el que se haya firmado acuerdo alguno, cuando Castiella acaba de mancharse los dedos estampando su firma junto a la del secretario de estado, William Rogers ; así como desmiente, en un prodigio de acrobacia mentirosa, las informaciones « falsas y maliciosas » de los órganos norteamericanos, entre ellos el comité de asuntos exteriores del Ministerio correspondiente norteamericano, que han confirmado las informaciones sobre las maniobras conjuntas **Path - Fin der Express, Sarrio** y otras, como ejercicios tácticos para combatir a un « enemigo interior ». Según Fraga, «ni el Gobierno ni el pueblo de España consentiràn nunca la utilización de una fuerza foránea en un asunto interno de nuestro país ».

Que el pueblo de España no tolera la intromisión extranjera en nuestros asuntos, lo ha demostrado repetidas veces en el curso de la Historia. Lo demostró también de 1936 a 1939 con su heroico martirio. Decir lo mismo de un Gobierno fraudulento, nacido de la intervención masiva armada de potencias extranjeras y conservado por los constantes chalaneos del régimen con potencias « foráneas », es el colmo de la desfachatez.

Franco y sus comparsas necesitan siempre un protector para no ser echados a puntapiés del poder usurpado. Ahora, sus «protectores» hablan inglés. La libertad del pueblo español es amenazada, oprimida, aplastada con armamento norteamericano. Esperemos que el felón caudillo no depare a España, antes de su muerte, una nueva Guernica... made in U.S.A. Por lo que atañe a los amigotes yanquis del caudillo, como Sir Robert Hill y el general Andrew Jackson Goodpaster, les recordaremos esta « aleluya popular » :

—¿ QUIEN...? ».
No olvides americano
Mi Patria ¿quién la ha vendido?
¿Quién te ha estrechado la mano?
Porque **mi Pueblo no ha sido.**
¡No olvides americano!

EL MIRLO.

P.S.O.E.

ARLES

Ponemos en conocimiento de todos los afiliados de esta Sección que el domingo, 6 de julio, a las nueve y media, en el local de F. O., tendremos reunión ordinaria en la que daremos a conocer la correspondencia cursada con la C. E. y el Comité departamental.

Esperamos que todos los compañeros estarán presentes a la hora indicada por el Comité. — **El Secretario.**

TANGER

El día 11 de junio celebró asamblea esta Sección local de Tanger, en la cual se aprobó la correspondencia cruzada y el balance de cuentas de Tesorería.

Al designarse nuevo Comité, fue reelegido el anterior, compuesto de la siguiente manera: Presidente, José Marmolejo Bianchi ; Secretario, Manuel Amusco Mateos ; Tesorero, Domingo Bermúdez Peinado.

C.

TOULOUSE

El Comité de la Agrupación Socialista de Toulouse convoca a todos sus afiliados a la asamblea general ordinaria que tendrá lugar el 6 de julio, a las nueve y media de la mañana en primera convocatoria, y a las diez en segunda, con el número de afiliados que haya, en nuestro domicilio social.

Dada la importancia de los asuntos a tratar, rogamos a todos los afiliados la máxima puntualidad.

El Comité.

Adversaires ?

Récemment et presque simultanément, des consultations bilatérales sur le Moyen-Orient étaient engagées ; d'abord entre les soviétiques et les Egyptiens, par le canal de M. Gromyko, « envoyé spécial » de Moscou au Caire, puis entre les Britanniques et les Israéliens, lors du passage à Londres de Mme Golda Meir.

Dans les deux cas, il s'agissait du même problème : obtenir de nouvelles concessions de la part des belligérants afin de faire aboutir la concertation à Quatre qui se poursuit dans le cadre des Nations Unies.

On sait que les « Grands », qui ont tenu leur treizième réunion, sont eux-mêmes divisés en deux clans également répartis : la France et l'U.R.S.S. plaidant la cause arabe ; les Etats-Unis et la Grande-Bretagne défendant le point de vue israélien. Mais aucun des Quatre n'a intérêt à ce que le conflit persiste, au risque de dégénérer ; ils sont donc soucieux de trouver un compromis qui mènerait à la paix.

Les uns et les autres avaient, croyait-on, laché du lest ; les Soviétiques, par exemple, se faisaient fort de faire admettre par les Arabes quelques concessions territoriales. Il semblait même qu'on était près d'aboutir à un accord.

Mais encore fallait-il, pour aller plus avant, que les parties directement intéressées ratifiassent ce « rapprochement » des points de vue, qui s'était fait sans elles. Or, il n'en est rien.

M. Gromyko est revenu bredouille du Caire. Harold Wilson et Golda Meir ont dû conclure, sur un mode plus courtois, « qu'il y a une ou deux choses sur lesquelles nous (Israéliens et Britanniques) avons des divergences d'opinion.

Et ces divergences sont essentielles : elles portent sur le fait que Londres, comme Washington, a reporté beaucoup d'espoirs sur cette concertation des "Grands", tandis que l'on sait bien qu'Israël ne peut faire confiance à un « règlement » négocié dans ces conditions et en l'absence des intéressés : le Gouvernement de Tel-Aviv a demandé dès le départ une négociation directe entre les belligérants, ce dont Nasser ne veut rien entendre.

C'est donc un constat d'échec pour les quatre « Grands » et il était prévisible.

Mais en prolongeant cette impasse, en persistant dans leur obstination de ne pas vouloir favoriser, pousser même, à un face à face Tel-Aviv et Le Caire, les « Grands » ne font qu'encourager la poursuite extrêmement périlleuse de la guerre aux lignes de démarcations, le long du canal de Suez, les raids de commandos suivis de raids de représailles et les échanges de déclarations plus ou moins menaçantes. Avec le risque d'un nouvel affrontement en bataille rangée, qui mettra en péril la sécurité de tous.

Et à ce jeu-là, il n'y aura que des perdants !

E. M.

Échec des consultations bi-latérales

Tout dans l'histoire du gouvernement Wilson, et particulièrement le conflit qui vient de l'opposer aux syndicats britanniques, tourne autour d'un problème grave, essentiel : celui de la gauche démocratique et de son action au sein d'une société capitaliste. Wilson a connu beaucoup d'échecs. Si certains peuvent lui être reprochés, beaucoup, en tout cas, sont apparus comme la révélation d'une tragique faiblesse face à la puissance de l'économie capitaliste. On pourrait épiloguer longuement sur l'affaire de la « loi antigrèves » et son issue, mais elle possède une caractéristique de portée générale qui s'impose et qui doit, nous semble-t-il, retenir notre attention avant tout : celle d'avoir posé en termes brutaux le problème des relations entre syndicats et partis socialistes.

Et ce problème-là doit reléguer à l'arrière-plan les débats, désormais dépassés, sur la désignation du « vainqueur » et du « perdant » des négociations TUC - Wilson.

Pendant que ces négociations se déroulaient à Londres, l'Internationale socialiste siégeait à Eastbourne. A l'ordre du jour de ce congrès, figurent deux points importants : la réaffirmation d'une attitude commune du socialisme démocratique face au communisme, et le projet d'un accord avec la Confédération internationale des syndicats libres. A la lumière de l'affaire de la « loi antigrèves » on ne peut que souhaiter ardemment qu'aucun de ces points ne prenne le pas sur l'autre et que l'examen du second conduise à la définition indispensable d'une attitude commune face au néo-capitalisme.

On sait, en effet, que la CISL groupe les organisations faîtières des syndicats « libres » (par opposition aux syndicats confessionnnels ou d'obédience communiste) du monde. Ces organisations varient énormément de pays à pays. En Europe même, bien que toutes soient incontestablement proches, quant aux objectifs à long terme, aux revendications permanentes, aux principes fondamentaux, des partis sociaux-démocrates, elles s'en distancent parfois quant aux moyens d'action, à la tactique, aux revendications immédiates. C'est inévitable, dira-t-on, dans la mesure où un parti politique et un syndicat évoluent dans des terrains très différents. Peut-être, mais il doit, dans l'intérêt du monde du travail tout entier, être possible d'étendre l'unité de vues à l'unité d'action.

Le conflit qui vient d'être aplani en Angleterre aura été, malgré son apaisement, nocif en définitive aux intérêts des travailleurs. Or, malgré la différence de situation existant entre la situation du Parti travailliste britannique et celle des autres partis socialistes européens, une constante demeure : le monde du travail est aux prises, partout, avec les mêmes forces, avec les mêmes obstacles, avec les mêmes problèmes majeurs. Des forces qui, depuis longtemps, sont, elles, unies malgré leur différence. Des obstacles qui, eux, sont étroitement soudés. Des problèmes qui, de plus en plus, ne connaissent plus de frontières, et qui débordent de plus en plus largement aussi le cadre purement matériel auquel trop souvent on les réduit.

L'affaire de la « loi antigrèves » en Grande-Bretagne doit servir de signal d'alarme. Les contacts qui, simultanément, sont pris entre le CISL et l'Internationale socialiste doivent ouvrir la voie vers un front commun face au danger. Les forces de progrès n'auront pas trop de leurs moyens conjoints, du faite à la base, pour l'édification qu'elles visent toutes d'une société plus juste et plus humaine. La lutte doit, certes, être soutenue par un vaste courant des travailleurs, des démocrates eux-mêmes. Mais si ce courant, qui existe potentiellement, ne se manifeste pas mieux, n'est-ce pas parce que, trop fréquemment encore, les organisations syndicales et les organisations politiques qui défendent en commun ces travailleurs se présentent, à leurs yeux, comme des adversaires ?

M.-H. K.

A nuestros lectores

Estamos próximos a los comienzos del segundo trimestre del año, momento de la renovación de las suscripciones. El envío del importe de la renovación, espontáneamente, sin esperar a la reclamación de la Administración, representa una facilidad y una economía importante para el periódico. Los giros pueden hacerse indistintamente a la cuenta postal del compañero Southon o a la de Carlos Martínez, C.C.P. 6300-48 París. Estamos seguros de que nuestros suscriptores comprenderán lo razonable de este ruego.

Aún hemos de hacer otro. Ese momento es favorable a la expresión de la generosidad de nuestros lectores, añadiendo su donativo voluntario. De todo eso necesita el periódico y los esfuerzos solicitados no son excesivos. No escapamos —las circunstancias que nos rodean no lo permiten— a los movimientos de la coyuntura económica del país. Con el esfuerzo de todos en la medida en que los sacrificios sean posibles en cada uno, conseguiremos la persistencia en la labor que nos hemos impuesto. Ayúdennos, pues.

LA ADMINISTRACION

JJ. SS.

PARIS

Clausura de los cursillos de Formación política-sindical, el sábado día 5 de julio, a las 17'30, en los locales habituales 198, av. du Maine (metro Alesia).

El tema será « Intereses económicos internacionales y sus consecuencias en España », y su orador, Macrino Suárez.

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.

Georges BRUTELLE
Secrétaire général adjoint
de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA y nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituiros, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.

Georges BRUTELLE
Secretario general adjunto
de la S. F. I. O.

La demagogia en funciôn gobernante y la tragedia de Segovia

Por Rocha Alba

No es superficial la corriente comunistoide de los cuadros de mando del Movimiento Nacional, en su prepotente segmento de la Falange. Basada la sistemática franquista, como todos los regímenes de la extrema derecha, en extender la imagen del orden establecido, es decir, la oligarquía que ella representa, y de otra parte el caos, el comunismo, sin que aparezcan poderosas zonas intermedias, ello presupone la confrontación fantasmagórica entre dos sistemas apegados a la dialéctica del exclusivismo y de la autoridad que no se puede discutir. Uno se complementa con el otro, se necesitan, se alimentan de semejantes supuestos, aunque después se arrojen los trastos a la cabeza. La satrapía del orden capitalista ha servido como osmosis del fascismo derechista y del fascismo izquierdista. Recordemos a las enterradores de la República de Weimar, que se repetirá en la decisión staliniana de dividir a la burguesía progresista y al socialismo alemanes, substrayendo un puñado de votos a Marx, candidato de la democracia católica y apoyado por los socialistas, en beneficio del mariscal Hindemburg, indirectamente, quien más tarde entregaba el poder a Hitler. Con sinceridad, yo no quisiera entender cómo el comunismo presta su apoyo indirecto, pero eficaz, a un pretendiente del capitalismo o alta burguesía y cierra el paso al candidato del republicanismo burgués, hecho repetido a través de la reciente historia y ocasionando consecuencias catastróficas para el proletariado. Carlos Marx y Engels opinaban de distinta manera, según demuestran las citas que podríamos aportar, donde se precisa el valor condicionado de la colaboración con la burguesía baja, en momentos determinados, para llegar al Estado de los trabajadores por la vía democrática, que a mi parecer es la única racional que dispone en Europa el proletariado. ¿ Acaso no es esta la línea mantenida por los comunistas italianos, no sólo porque pertenezcan al país de Maquiavelo, sino porque la realidad de la sociología italiana impone unos determinantes casi antagónicos a los del comunismo de Moscú ?

Decía Carlos Marx que hay dos grandes clases que se contraponen : la burguesía y el proletariado, pero que el socialismo tendría que desarrollarse dentro de la sociedad burguesa, como síntesis. « La burguesía —añadía Engels— es consecuentemente un requisito previo tan necesario para la revolución socialista como el proletariado mismo. »

No hacemos el elogio de la burguesía —Marx sí lo hizo, aunque como función dialéctica para combatirla—, sino reconocer que hay que pasar por ella en el camino hacia la abolición del capitalismo, enemigo esencial de la clase trabajadora. El capitalismo y los grupos interpuestos que gobiernan, ese es nuestro enemigo, dijo Pablo Iglesias, no el anticlericalismo negativo, lo cual viene a sincronizar con la tesis de Marcuse, expuesta ayer en Roma, cuando afirma que la Iglesia actual es más izquierdista que la Unión Soviética, preocupada de asentar su prestigio como nación respetable. En España, como sabemos, está dividida visceralmente : la oficial, ultraderechista, y la revolucionaria, corajudamente incorfomista. Porque tenemos que insistir que el principal enemigo de la dictadura no es el comunismo, por mucho que se esfuercen en conculcar la realidad los aparatos propagandísticos del régimen ; lo es el socialismo y los grupos democráticos que proceden de la burguesía.

Así, hace tiempo que venimos observando en la Prensa sindical falangista un extraño amor por el castrismo y el comunismo yugoslavo. A Girón nos lo presentan como una especie de sujeto que ha sabido combinar el comunismo con el falangismo. Salas Pombo, aquel jerarca que estuvo en el ostracismo algún tiempo y que, atormentado, se acercó al dictador para solicitar su bendición, concediéndosela mezclada con jalea real y otorgándole un alto

(Pasa a la pág. 6.)

Le complexe de la gauche face au parti communiste

Par Antoine Blanca

Les conditions dans lesquelles a été préparée et s'est déroulée la récente campagne présidentielle, les résultats obtenus par la gauche ont mis en vedette, un peu artificiellement il faut le dire, la puissance du Parti communiste. Puissance encore plus manifeste par rapport au score ridicule du candidat socialiste (moins du quart des voix du PC). Nous passerons sur l'analyse des résultats qui, en ce qui concerne le Parti socialiste, méritent bien des commentaires.

Nous préférons nous attarder aujourd'hui sur une certaine forme d'état d'esprit, déjà existante chez la gauche intellectuelle, mais une fois de plus mise en lumière par les récents événements : le besoin que l'on éprouve de se situer à gauche, ou à droite, par rapport aux positions adoptées par le Parti communiste.

C'était le cas hier, lors du duel Poher-Pompidou. « C'est blanc bonnet, bonnet blanc », a dit Duclos. Et aussitôt une partie de la gauche de surenchérir, et de critiquer, le désistement en faveur du Président du Sénat du Parti socialiste ! Comment des hommes de gauche, des militants sincères et éprouvés peuvent-ils tomber dans cette erreur ?

Il semble que dans ce cas précis, le Parti communiste a des raisons beaucoup moins nettes que certains le croient, ou feignent de le croire, de favoriser l'élection de M. Pompidou. La gauche se devait de soutenir l'homme qui, situé à droite sur le plan économique et social, scolaire même, n'en demeure pas moins attaché aux libertés démocratiques.

Mais le débat est plus vaste, plus ancien aussi. C'est au fond la réussite négative essentielle du P.C. Sans doute l'avons-nous favorisée, hélas ! en faisant aller de pair l'alliance à droite et la dénonciation des fautes du P.C. Il n'en demeure pas moins que la gauche non communiste en général fait trop souvent preuve d'un regrettable complexe de mauvaise conscience vis-à-vis du parti de M. Waldeck-Rochet.

Et pourtant ! le P.C.F. n'a-t-il pas approuvé Staline, les agressions de Poznan, Berlin-Est, Budapest, justifié à postériori le coup de Prague d'août 68, etc. ? Sur le plan intérieur, le P. C. reste sans doute encore un parti sans vie démocratique, malgré des évolutions, prônant parfois en matière de politique économique et sociale une sorte de poujadisme de gauche.

Alors, comment expliquer ce complexe ?

D'abord parce que la puissance de l'appareil de propagande communiste répand le sentiment, chez beaucoup d'hommes de gauche, que le P.C.F. représente la masse de la classe ouvrière.

Mais surtout les communistes trouvent en partie leur succès dans l'incapacité où nous nous sommes trouvés jusqu'à ce jour de nous comporter dans l'action quotidienne en harmonie avec les idées et les principes que nous prônons avec force.

C'est pourquoi il importe de nous montrer offensifs dans le débat public que nous souhaitons avec le P.C.F. afin de préparer l'unité de la gauche sur des bases solides.

La discussion doit être permanente, à la base comme au sommet, et, si nous sommes fidèles à nous-mêmes, nous devons marquer des points.

Nous devons être offensifs en affirmant notre position socialiste. C'est ainsi que nous jouerons gagnant dans l'avenir, d'autant que toute une jeunesse nous rejoindra si elle sent que nous voulons vraiment un socialisme authentique « à visage humain ».

Bases e instalaciones norteamericanas instaladas en España

ROTA. — En la bahía de Cádiz, es la más importante. Ocupa 2.400 hectáreas de superficie. Es base para submarinos nucleares.

TORREJON DE ARDOZ. — Cuartel general de la XVI Fuerza Aérea de los Estados Unidos. A 11 kilómetros de Madrid. Ocupa 1.320 hectáreas. Tiene la pista de despegue más grande de Europa.

MORON DE LA FRONTERA. — En la provincia de Seville, ocupa màs de mil hectáreas. Dedicada a los aviones de bombardeo. A 10 kilômetros de Sevilla està también la base de San Pablo, de apoyo logistico. Ocupa 400 hectàreas.

ZARAGOZA. — Ocupa 1.800 hectáreas. Para aviones bombarderos. Actualmente está en situación de reserva.

—o—

De importancia militar comparable y a veces mayor, existen también instalaciones de enlace y comunicaciones, sistemas de alerta anticipada, control aéreo, etc., menos conocidas del público. Algunas de éstas son las siguientes :

El Ferrol.
Ría Riveiro.
Un enclave al final de Cabo Finisterre.
Muelles exclusivos en el puerto de Barcelona.
Muelles propios en el puerto de Cádiz.
Centro experimental de Robledo de Chavela.
Loeches.
Instalaciones en la provincia de Toledo.
Cartagena.
Coto Doñana (Huelva).
Torre la Higuera.
Ecija y Utrera.
Centro de Maspalomas (Canarias).

Por un puñado de dôlares

¿ Guernica made in U.S.A. ?

La gran potencia gendarme y defensora del «mundo libre ha renovado su «amor pagado» con la España de Franco. Ciertos círculos de la vida política norteamericana, de los cuales es importante portavoz el actual embajador yanqui en Madrid, Sir Robert Hill, parecen haber encontrado en el decrépito régimen franquista el socio ideal para seguir practicando sus ideas de « democracia », « libertad » y « derechos humanos ». Unas ideas que guardan relación directísima con la cuantía de los dólares invertidos por los grandes trust norteamericanos en los países « democratizados » por el « american way of life ».

No contentos con los éxitos conseguidos para la causa del « mundo libre » con su ayuda a la corrupta clique de van Thieu y Cao Ky en el Vietnam del Sur, los « demócratas » norteamericanos del Pentágono y Wall Streer, saltándose a la torera los reparos formulados por los sectores aún sanos de la opinión pública de su país, se han decidido a estrechar sus lazos con el « orgánico demócrata » Francisco Franco y Bahamonde y sus marionetas. Por lo visto, los métodos de gangsterismo político son más eficaces para defender al « mundo occidental » que la gestión de un Gobierno legalmente constituido sobre la base del consenso popular. Para esos ciudadanos estadounidenses la libertad y la democracia son conceptos subversivos cuando se trata de países explotables, como el Subcontinente suramericano y la propia España, « madre » un día de ese Continente, hoy convertida por un puñado de dólares en alcahueta del imperialismo yanqui en Europa.

Mientras que el « menestral de chanchullos exteriores » del régimen franquista, Fernando María Castiella firmaba algo que según él no existía : el acuerdo de prolongación del arriendo de las bases norteamericanas en territorio español, se han puesto en evidencia una serie de hechos tan vergonzosos, que el cínico a sueldo del Ministerio de Difamación, Fraga Iribarne, está sudando tinta para sacar a su amo, el « glorioso » Caudillo, de este nuevo pozo de porquería franquista. Aún para gentes del calibre de Franco y sus comparsas resulta difícil justificar el tinglado montado artificialmente en torno a Gibraltar, recurriendo a la conciencia « patriótica » de los españoles, al mismo tiempo que España se entera por la prensa norteamericana que los « salvadores de la Patria » llevan ya bastantes años conchavados con los militares del Pentágono para mantener su régimen de opresión y tiranía por la fuerza, con la intervención armada de las fuerzas militares estadounidenses.

Lo que nosotros ya denunciamos en nuestro periódico LE SOCIALISTE, en el artículo « Hagan juego, señores », de 27 de marzo de 1969, ha sido ahora confirmado oficialmente en Washington, gracias a las revelaciones de la periodista Flora Lewis : « Que los Estados Unidos han realizado maniobras conjuntas con el ejército franquista para aplastar cualquier levantamiento del pueblo español contra la dictadura de Franco. »

Pero como los norteamericanos están aprendiendo una amarga lección en el Vietnam, estudian ahora, por si las moscas, otra manera más elegante de intervenir en España : haciendo que nuestro país ingrese en la OTAN Esta propuesta no es nueva. Fue presentada ya allá por el año 1957. Entonces, el ingreso de España fue malogrado por la oposición de algunos países que todavía no habían perdido el pudor democrático. Pero ahora, los norteamericanos se sienten más seguros y vuelven a insistir. Coincidiendo con la visita en Washington de Castiella para firmar el « contrato de sangre », hizo escala en Madrid el recién nombrado comandante en jefe de la OTAN, el general Andrew Jackson Goodpaster, que haciendo honor a su apellido se empeña en empastar bien esta podrida muela del occidente europeo, que es la España de Franco. Goodpaster ha transmitido al Caudillo los deseos de Estados Unidos de que España ingrese en la OTAN, alianza nordatlántica en defensa del « mundo libre ».

Cuando nuestra España lleva sufriendo treinta años de régimen despótico y criminal como el del cínico caudillo hitleriano de El Pardo, ¿ no suena a canallesca carcajada los deseos expresados por el general yanqui ? Hemos visto ya en los treinta años de franquismo saltimbanqui muchas prodigiosas volteretas del Caudillo y sus marionetas, pero ésta sería, sin duda, la más bizarra : « **¡ Francisco Franco, el tirano más odiado de la Historia moderna, defendiendo la « democracia » y « el mundo libre », con sus guardias civiles, su policía armada y sus esbirros de la brigada de terror social !** » Los millares de represaliados en las mazmorras de Franco podrán sentirse orgullosos de esta contribución del franquismo, de la mano de los norteamericanos, a la defensa de la libertad y los derechos del hombre.

Sin embargo, choca de momento no percibir ahora los gritos de júbilo de rigor en los franquistas, cada vez que una democracia se ensucia las manos con ellos. Los motivos de esta reserva cortés por parte de Franco y su camarilla son evidentes. En primer lugar, amor propio herido. Aún les escuecen a los fascistas españoles los puntapiés que han venido recibiendo cada vez que han intentado meter las naricesen las ins-

(Pasa a la pág. 7.)